16ème Sommet des Présidents des groupes parlementaires du PPE des Parlements nationaux de l'UE et du Parlement européen

4-5 juin 2012

Groupe **PPE**

Relations avec les Parlements Nationaux **FR**

TABLE DES MATIÈRES

Programme 4

Ouverture du Sommet 6

Première séance :
Croissance et emploi: la solution de l'Europe pour sortir de la crise 10

Deuxième séance :
Nouvelle mise à jour sur la réalisation du marché intérieur 20

Troisième séance :
Présentation de la future présidence chypriote 32

Dîner de travail organisé par Joseph Daul, MdPE, Président du Groupe du PPE 36

Déclaration du 16ème Sommet 42

PROGRAMME

Lundi 4 juin 2012

OUVERTURE DU SOMMET :

Co-présidence

- **Joseph DAUL**, MdPE, Président du Groupe PPE au Parlement européen
- **Paulo RANGEL**, MdPE, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les Groupes parlementaires des Parlements nationaux

Première séance
CROISSANCE ET EMPLOI: LA SOLUTION DE L'EUROPE POUR SORTIR DE LA CRISE

Rapporteurs:

- **Iñigo MÉNDEZ de VIGO**, Secrétaire d'Etat pour les relations avec l'UE, Espagne
- **Rafal GRUPIŃSKI**, Président du groupe parlementaire Plateforme Civique, Pologne
- **Othmar KARAS**, MdPE, Vice-président du Parlement européen
- **Charles FLANAGAN**, Président groupe parlementaire Fine Gael, Irlande
- **Marianne THYSSEN**, MdPE, Membre de la Commission des Affaires économiques et monétaires

Débat

Mardi 5 juin 2012

Co-presidency

- **Joseph DAUL**, MdPE, Président du Groupe PPE au Parlement européen
- **Paulo RANGEL**, MdPE, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les groupes parlementaires des Parlement nationaux

Deuxième séance :
NOUVELLE MISE À JOUR SUR LA RÉALISATION DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Rapporteurs:

- **Michel BARNIER,** Commissaire européen chargé du marché intérieur et des services
- **Antonio TAJANI,** Vice-président de la Commission européenne et commissaire à l'industrie et à l'entreprenariat
- **Peter Michael IKRATH,** Vice Coordinateur de la commission affaires financières, Nationalrat, Autriche
- **Andreas SCHWAB**, MdPE, Coordinateur PPE de la Commission du Marché Intérieur et de la protection des consommateurs

Débat

Troisième séance
PRÉSENTATION DE LA FUTURE PRÉSIDENCE CHYPRIOTE

- **Tasos MITSOPOULOS**, MP, Porte-parole du " Rassemblement démocrate", Chypre

Dîner de travail organisé par Joseph Daul, MdPE, Président du Groupe du PPE
Orateur invité: **Wilfried MARTENS**, Président du Parti populaire européen

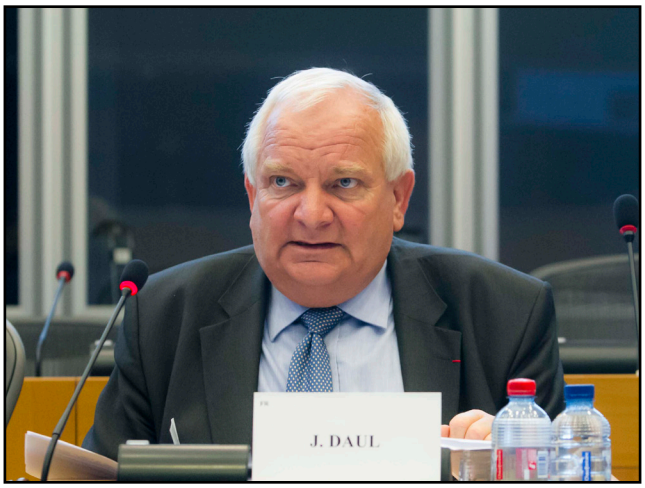
Conclusions et adoption de la Déclaration finale

OUVERTURE DU SOMMET

POUR UNE NOUVELLE UNION POLITIQUE

JOSEPH DAUL, MdPE,

Président du Groupe PPE au Parlement européen



Joseph DAUL, MdPE, Président du Groupe PPE au Parlement européen

Monsieur le Président Barroso,
Chers collègues des parlements nationaux,
Chers collègues,

Je suis ravi de pouvoir vous accueillir à ce seizième Sommet des Présidents des groupes parlementaires du PPE.

J'ai souvent dit que le traité de Lisbonne était avant toute chose un traité pour les parlements. Il a élargi nos compétences, pour faire de nous un véritable colégislateur, mais il a aussi, et c'est tout aussi important, permis d'associer pleinement les parlements nationaux à notre processus décisionnel. Je suis profondément convaincu que c'est là une bonne chose. Le niveau européen se doit de réagir aux décisions prises à l'échelon national, tout comme le niveau national se doit de réagir aux décisions prises à Bruxelles et à Strasbourg.

Nous n'allons malheureusement pas assez loin. Tandis que le Parlement européen entretient une relation de qualité avec le Conseil et avec les gouvernements nationaux, la relation que nous entretenons, entre parlementaires, doit encore se développer.

C'est avec joie, cependant, que j'ai appris qu'une procédure du "carton jaune" avait pour la première fois abouti. C'est un signal important pour nous. Mais ce que j'espère, c'est qu'à l'avenir, les parlements nationaux ne se contenteront plus de réagir aux décisions législatives et qu'ils se montreront plutôt proactifs.

Notre relation doit aller dans les deux sens. Nous avons besoin de votre aide autant que vous avez besoin de la nôtre, car les décisions que nous devons prendre aujourd'hui ne sont plus simplement techniques et liées au marché intérieur ou aux politiques communes. Les décisions que nous prenons aujourd'hui influencent directement la vie de nos concitoyens et exigent qu'on les comprenne mieux.

Chers amis,

Je pense que l'Union est à la croisée des chemins. La crise qui frappe nos économies depuis trois ans nous montre à quel point nous sommes tous interconnectés. Mais elle a aussi fait apparaître certaines faiblesses dans notre système communautaire. Nous avons créé une union monétaire sans poser les bases d'une union économique. Mais si nous avons agi de la sorte, c'est parce que nous n'avons jamais créé l'union politique dont l'Europe a besoin.

Je suis convaincu que la prochaine étape de notre intégration devra être l'intégration politique. Nous ne pouvons plus aborder les questions sociales et économiques sans créer une vision politique commune.

Pour mettre en œuvre les réformes dont l'Europe a besoin, nous devons obtenir l'appui de nos citoyens. Mais nous n'y parviendrons pas en l'absence d'idée commune de ce qu'est l'Europe et de ce que nous voulons en faire.

Nous devons expliquer aux Européens pourquoi leurs journées de travail sont plus longues, pourquoi ils doivent dépenser moins, épargner plus, limiter leurs congés et repousser l'âge de la retraite. Nous devons leur expliquer pourquoi nous réalisons des réformes tout en nous montrant solidaires avec nos voisins.

Il nous revient, en tant que politiciens, tant au niveau de l'UE qu'au niveau national, d'expliquer ces choses à nos concitoyens. Lorsque j'étais à Chypre, la semaine dernière, on m'a dit que si la Grèce devait quitter la zone euro, Chypre n'honorerait pas ses engagements. Ce serait probablement le début d'une réaction en chaîne, qui pourrait coûter jusqu'à 9 % du PIB de l'Union. Plus aucun pays n'est une île: ce qu'il se passe à Athènes aujourd'hui peut se passer à Berlin demain.

Chers collègues,

Nous avons déjà beaucoup travaillé. Le paquet de six propositions législatives de l'année dernière, le pacte budgétaire, le "paquet de deux" sont autant de mesures nécessaires, des mesures que nous aurions dû prendre il y a bien longtemps. Mais aujourd'hui, nous devons aller encore plus loin, et c'est l'idée même de ce qu'est un État qui va être remise en question.

Permettez-moi de vous donner trois exemples.

Premièrement, nous devons commencer à parler d'une certaine forme de supervision bancaire à l'échelle européenne. La finance n'est plus nationale, elle est internationale, et si nous voulons éviter les problèmes dans le secteur bancaire à l'avenir, nous avons besoin d'une supervision européenne solide. La faillite d'une banque nationale peut provoquer l'effondrement d'une banque dans un autre État membre.

Deuxièmement, nous devons entamer une discussion sur la mutualisation de notre dette. À partir du moment où nous opérons sur un marché unique doté d'une devise unique, nous devons trouver une solution à notre dette, parce qu'il s'agit d'une dette commune, parce qu'elle est en libellée en euros. Et, soyons honnêtes, par rapport aux États-Unis ou à la Chine, notre dette n'est pas si importante, elle est juste mal répartie.

Troisièmement, si nous voulons assurer une bonne intégration économique, et rendre notre devise crédible dans le monde, il nous faut créer un prêteur en dernier recours. Si le dollar américain est la devise mondiale, c'est parce qu'il dispose de l'appui de la Réserve fédérale américaine. Nous devons discuter du rôle de la BCE si nous décidons de créer l'union économique dont nous avons besoin.

Mais si nous voulons que la BCE joue le rôle de la Réserve fédérale américaine, nous devons d'abord renforcer l'intégration sociale, économique et politique. Toutes ces questions sont difficiles parce qu'elles égratignent le concept fondamental de souveraineté des nations.

Mais dans l'Union européenne d'aujourd'hui, nos idées sur ce qu'est la souveraineté doivent aussi évoluer. Voilà pourquoi l'union politique s'impose. Et voilà pourquoi je pense qu'il faut renforcer la coopération entre nos parlements.

C'est ensemble que nous devons définir cette nouvelle souveraineté européenne. Et je pense que c'est à nous, la famille politique qui a créé l'Europe, de créer cette nouvelle souveraineté. Cela ne pourra toutefois pas se faire sans vous, les parlementaires nationaux, ni sans l'appui de nos citoyens.

PLUS D'EUROPE, PLUS D'INTÉGRATION, PLUS DE SOLIDARITÉ ET PLUS D'UNITÉ

PAULO RANGEL, MdPE,

Vice-président du Groupe PPE responsable des relations avec les parlements nationaux

Paulo RANGEL, MdPE, Vice-président du Groupe PPE responsable des relations avec les parlements nationaux

Chers collègues,
Chers amis,

Nous vivons un moment grave et difficile, ici, en Europe. La crise économique et financière, aux proportions gigantesques, n'est pas la seule responsable de cela. Nous vivons actuellement une crise politique profonde.

Je veux vous entretenir de cinq types de conséquences auxquelles nous devons prendre garde et trouver des solutions:

1- La méfiance des pays de l'Union et les implications de cet état d'esprit pour le projet européen. C'est le problème du manque de confiance entre les États et entre leurs gouvernements.

2- Si l'Europe subit un processus d'affaiblissement, c'est la porte ouverte au réveil des démagogues et des mouvements populistes, autoritaires et antidémocratiques et à leur affirmation.

Les extrémistes de gauche et de droite sont la manifestation de l'état de tension dans lequel nous vivons ici, dans l'Union, et c'est la stabilité géopolitique interne qui est menacée.

C'est le cas en France, en Autriche, aux Pays-Bas, en Belgique, au Danemark, en Suède, en Hongrie, en Finlande, en Grèce et, dans une moindre mesure, en Pologne, en République tchèque et en Italie.

3- L'affirmation de certaines minorités exacerbe le problème du nationalisme. C'est le cas en Hongrie, en Slovaquie, en Roumanie, dans les pays Baltes, en Écosse, en Flandre, en Italie du Nord, au Pays basque, en Catalogne et en Corse.

4- Pour compliquer encore les choses, dans beaucoup de nos pays, nous devons gérer les conflits sociaux qui résultent de la présence d'immigrés du Maghreb, de Turquie et d'Afrique...

5- Enfin, il y a les conflits et les autres tensions au sein de notre Union: le cas de Schengen, de la Bulgarie et de la Roumanie, et toutes ces questions qui se posent pour savoir quelles politiques mettre en œuvre et viennent s'ajouter à la crise financière et économique.

La crise économique et financière s'aggrave et constitue, quel que soit l'angle sous lequel on considère le problème, la cause majeure de nos problèmes politiques.

C'est dans cet état de choses que nous devons, je le pense, revenir aux valeurs initiales de notre Union, aux valeurs qui nous ont réunis et qui sont des valeurs de paix.

C'est pour cette raison – pour protéger cette valeur fondamentale – que nous devons nous occuper de notre Union et que nous devons défendre nos valeurs fondatrices, sans quoi c'est notre prospérité qui sera mise en péril.

Quelle est donc la solution pour venir à bout de notre manque d'assurance et de l'hésitation que nous observons dans la gestion de la crise?

La seule réponse possible: plus d'intégration, plus d'union, plus d'Europe!

Plus d'Europe, plus d'intégration, plus de solidarité et plus d'unité, c'est le projet qui anime toutes les discussions et les propositions stratégiques du Groupe du PPE.

Le Groupe estime qu'un nouvel élan s'impose. L'Europe a besoin de stabilité budgétaire et de croissance. L'une n'est pas possible sans l'autre, on sait que la stabilité et la croissance vont de pair. Nous devons donc agir vite et résolument.

L'essentiel de la législation nécessaire a été adopté et il nous faut à présent nous assurer qu'elle est bien appliquée et respectée.

Tout dépend d'une action cohérente des organes nationaux (parlements et administrations) et des institutions européennes: une action rapide et efficace dans l'achèvement du marché intérieur, une réduction de la bureaucratie, le développement des projets de recherche et d'innovation, la mise en œuvre complète des initiatives phares de la "stratégie Europe 2020" et du "pacte pour l'euro plus" peuvent vraiment faire bouger les choses pour insuffler à notre économie dynamisme et croissance.

Nous savons que le semestre européen, en associant pleinement les parlements nationaux, est un processus essentiel de discipline mutuelle, d'entraide et d'orientation pratique, essentielles à la consolidation de toutes les politiques qui vont permettre à l'Europe de sortir de la crise et améliorer notre avenir.

Malgré les moments de crise, l'Europe, c'est l'histoire d'une intégration économique réussie, et bien plus encore.

L'Europe, c'est l'histoire de peuples unis par des racines communes, par une culture riche et variée et, depuis la naissance de la Communauté européenne, par une volonté politique claire en faveur de la liberté et de la paix.

Il nous faut une réponse politique globale à notre crise.

Je dirais que nous devons nous souvenir de l'idéal de fédéralisme du PPE et de la vision des pères fondateurs de l'Union européenne, comme Adenauer, Monnet, Schuman, Gasperi et tant d'autres, et nous orienter à nouveau sur cette approche, sans perdre de temps.

J'aimerais conclure en insistant sur ce que je viens de dire au sujet des mouvements nationalistes et extrémistes.

Nous devons garder à l'esprit que l'Union européenne est le grand "chapeau" démocratique, le grand protecteur des démocraties, en particulier pour les pays dont le passé n'est pas démocratique, comme les anciens pays communistes ou les pays qui ont connu la dictature, comme le Portugal ou l'Espagne. Pour ces pays, l'Union européenne constitue un mécanisme de stabilisation automatique de la démocratie.

Contrairement à ce que disent certaines personnes et ceux qui critiquent le soi-disant "déficit démocratique de l'Union européenne", l'Europe est un facteur de stabilisation et un garant de la démocratie dans les États nationaux.

Une chose est certaine: moins d'Europe, c'est moins de démocratie.

Nous devrions tous être ouverts au compromis, afin de faire progresser le projet européen, dans le but de garantir et de préserver la valeur la plus importante de notre union: la Paix.

À cet égard, permettez-moi de conclure en citant les paroles prononcées par Umberto Eco lors d'un récent entretien.

"Nous sommes en paix depuis soixante-dix ans et personne ne remarque plus ce chef-d'œuvre".

Rappelons-nous chaque jour que le but est essentiellement de maintenir la paix et d'assurer notre cohésion.

PREMIÈRE SÉANCE :

CROISSANCE ET EMPLOI:
LA SOLUTION DE L'EUROPE POUR SORTIR DE LA CRISE

IÑIGO MÉNDEZ DE VIGO,

Secrétaire d'État aux affaires européennes du gouvernement espagnol

Iñigo MÉNDEZ de VIGO, Secrétaire d'État aux affaires européennes du gouvernement espagnol, a souligné qu'une action concertée s'imposait d'urgence: "C'est une période critique pour l'Europe; nous nous trouvons à un tournant historique. Nous devons faire preuve d'ambition, et les hommes et les femmes politiques doivent agir sans attendre pour faire face à la crise. J'étais député au Parlement européen au moment où la crise des subprimes a éclaté de l'autre côté de l'Atlantique, une crise qui s'est ensuite propagée à la Grèce, au Portugal et à l'Irlande. Certains députés affirmaient à l'époque qu'il ne s'agissait pas d'une crise de l'euro, mais d'une crise nationale".

M. Mendez de Vigo a souligné l'absolue nécessité de protéger l'euro: "Nombreux sont ceux qui pensent actuellement que l'euro n'a pas d'avenir. Mais comme l'a dit Mme Merkel: "Sans l'euro, il n'y a pas d'Europe". Avec elle, d'autres citoyens estiment que l'euro ne peut pas disparaître, tandis que le manque de confiance des investisseurs semble indiquer que certains pensent que l'euro pourrait disparaître". Le secrétaire d'État aux affaires européennes a poursuivi en présentant le cas espagnol: "Si l'on considère la situation en Espagne, on observe que le gouvernement espagnol a pris plus de mesures depuis vingt ans que n'importe quel autre gouvernement européen. On a introduit la "règle d'or" et de vastes réformes structurelles du système économique, du système bancaire et de l'organisation du travail. Toutes ces réformes n'ont pas favorisé l'investissement, parce que le problème n'est pas l'Espagne, mais bien l'euro, qui perd de sa crédibilité. Les États membres ne peuvent pas restaurer seuls la crédibilité de l'euro".

"Je pense que nous devons aller plus loin; l'Union européenne n'est pas allée assez loin dans ses réformes: la supervision du système bancaire, du système des pensions ou des assurances privées. Nous avons adopté le "paquet de six" sur la gouvernance économique. Je ne pense pas que les budgets nationaux doivent être approuvés par la Commission avant d'être exécutés par les gouvernements nationaux. Il nous faut trouver une solution qui permettrait aux États membres de signer un contrat en vue de ramener leur déficit à zéro en se conformant à un calendrier, un contrat qui permettrait d'aider rapidement les pays en difficulté", a ajouté M. Mendez de Vigo.

Iñigo MÉNDEZ de VIGO, Secrétaire d'État aux affaires européennes du gouvernement espagnol

Et le Secrétaire d'État de conclure en déclarant qu'il faut aller plus loin et qu'une vision générale s'impose: "c'est avec détermination que nous devons travailler au projet européen et à un autre calendrier. Nous devons clairement définir notre projet et les mesures à prendre et nous devons aussi appliquer ces mesures pendant une période donnée: une initiative qui ressemblerait à l'Acte pour le marché unique, quelque chose de clair. Nous devons formuler un plan bien précis en vue de créer les États-Unis d'Europe. La situation actuelle ne peut pas continuer. Plus de démocratie, plus de pluralisme, plus de justice, voilà comment nous progresserons économiquement et politiquement. Nous devons décider ce que nous voulons. Le Groupe du PPE est majoritaire au Conseil, à la Commission et au Parlement européen; l'échec politique n'est pas une option pour nous. Les hommes et les femmes du groupe doivent utiliser cette majorité à bon escient".

RAFAŁ GRUPIŃSKI MP,

Président du groupe Plateforme Civique, Pologne

Rafał GRUPIŃSKI MP, Président du groupe Plateforme Civique, Pologne

Rafał GRUPIŃSKI, MP (PO, PL), Président du groupe Plateforme Civique, a confirmé qu'il était important de préparer une feuille de route inédite pour sortir de la crise. Il a souligné qu'à l'heure actuelle, l'Union semblait trop faible pour progresser vers l'intégration politique, sociale et économique. Il a affirmé que l'Europe était perçue comme ou bien trop faible ou au contraire trop forte pour parvenir à une solution définitive. Il a rappelé qu'il y a quelques années encore, l'Union européenne était synonyme de succès, elle était réputée être une communauté de richesses, connue pour sa croissance sociale, la sécurité de ses citoyens et ses valeurs de liberté. Mais aujourd'hui, "quand on entend parler de l'Europe, on ne pense qu'à une seule chose, la crise". Il a souligné que le PPE avait pour mission de donner une vision positive et d'engager le dialogue avec les citoyens.

Il a toutefois fait observer qu'"en Pologne, il existe une majorité de pro-européens favorables à l'intégration, et tout parti politique qui revendiquerait le contraire irait droit au suicide". Il a précisé que la Pologne n'était pas dans la même situation que les autres États membres, compte tenu de la hausse continue de son PIB. De nombreux emplois vont être créés et la dette publique devrait passer sous la barre du pourcent (1 %) au tournant de 2015, malgré les réformes difficiles apportées au système des pensions.

Il a ensuite déclaré que l'Europe devait appliquer le "paquet de six" et assurer la solidarité entre les États membres. Il a insisté sur la nécessité pour les États membres tels que l'Espagne et l'Italie de mettre en œuvre des réformes, ainsi que sur l'enthousiasme nécessaire au niveau national et européen. Il a souligné que la crise devait être considérée comme une crise des structures, sans quoi la crise de la croissance serait impossible à expliquer, puisqu'à côté de la dette excessive, nos capacités sont plus que suffisantes, de même que le potentiel non utilisé.

Pour conclure, il a ajouté que l'Europe avait besoin d'une double réforme: premièrement, il faut alléger les formalités administratives incombant aux PME dans tous les États membres, et deuxièmement, il faut réactiver le marché de l'emploi. Il a en outre affirmé qu'il fallait faire reculer les égoïsmes nationaux et renforcer la solidarité européenne. Il est d'accord avec M. De Vigo et estime qu'une monnaie commune ne suffit pas à cimenter l'Europe: "car l'intégration totale va des affaires sociales à l'économie".

OTHMAR KARAS, MdPE,

Vice-président du Parlement européen

Othmar KARAS, MdPE (PPE, AT), Vice-président du Parlement européen, a souligné qu'il n'existait pas de mesures individuelles pour résoudre la crise actuelle, même si ses causes varient d'un État membre à l'autre. Il a expliqué que lors d'une récente visite en Grèce, il a compris que les citoyens attendaient des mesures équitables, efficaces, et qui montrent qu'il "y a de la lumière au bout du tunnel".

En ce qui concerne les prochaines élections, il a souligné que le PPE devait séduire l'électorat et combattre les idées avancées par les démocrates socialistes, qui sont en train de créer une idéologie pour sortir de la crise. Il a donné quelques exemples qui confirment que les citoyens sont raisonnables et selon lui, 47 % d'entre eux estiment que l'Union européenne et les États membres devraient réduire leurs dépenses publiques et promouvoir la croissance. Cinquante-cinq pour cent des citoyens attendent de l'Union européenne des mesures coordonnées pour combattre la crise, tandis que 40 % préfèreraient que des mesures individuelles soient prises par les États membres, et deux tiers d'entre eux sont favorables au semestre européen. Il a poursuivi en donnant le sentiment de la population, pour qui le seul moyen de sortir de la crise consisterait à amener les États membres à agir ensemble. Il a par ailleurs insisté sur le fait qu'aucun État membre en Europe ne peut douter de l'euro, de la même manière que la Californie ne doutera jamais du dollar.

Il estime que les chefs d'État et de gouvernement sont en train de perdre la bataille de la communication en n'expliquant pas correctement ce que le projet européen fait pour promouvoir la croissance et l'investissement. Il a insisté sur la nécessité d'expliquer clairement les projets qui sont mis en œuvre.

Othmar KARAS, MdPE, Vice-président du Parlement européen

Il estime qu'il existe, en règle générale, déconnexion entre les compétences et les instruments politiques. Selon lui, nous sommes confrontés à une crise de la gestion en raison de la difficulté à faire appliquer des mesures par les États membres parce que l'unanimité est obligatoire dans le processus décisionnel. Il a insisté sur le fait que la légitimité démocratique devait être assurée en recourant comme il se doit aux institutions européennes, afin de trouver une solution et un moyen de sortir de la crise. "Il est dans notre intérêt commun d'avoir une légitimité et une volonté politique européennes, de même que les compétences et le sérieux requis", a-t-il indiqué.

Pour terminer, il a conclu en déclarant que seul le PPE possédait la base idéologique et les antécédents historiques nécessaires et pouvait montrer la voie à suivre dans la crise.

CHARLES FLANAGAN MP,

Président du groupe parlementaire Fine Gael, Irlande

Charles FLANAGAN MP, Président du groupe parlementaire Fine Gael, Irlande

Charles FLANAGAN, MP (Fine Gael, IR), Président du groupe parlementaire Fine Gael, a parlé du referendum sur le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, qui a été organisé le jeudi 31 mai, en Irlande. Il a expliqué que 60 % de l'électorat irlandais s'était prononcé en faveur du traité. Il a souligné qu'il était important de restructurer la dette irlandaise en vue de créer une stratégie de croissance à l'échelle de l'Europe.

Il a relaté les six semaines de la campagne d'information lancée par le gouvernement irlandais, qui s'est appuyé sur la création d'une page web nationale et sur la distribution d'un exemplaire du traité à 1,6 million de ménages en Irlande, à côté d'autres documents politiques envoyés aux citoyens irlandais. C'est avec joie qu'il a confirmé que l'Irlande allait demeurer au cœur de la zone euro. Il attend néanmoins avec impatience que soient appliquées les prochaines mesures en faveur de la croissance. Il a indiqué que l'économie irlandaise était aux prises avec des réformes difficiles, dont une augmentation de la charge fiscale, précisant que "le mot "austérité" était devenu un gros mot en Europe".

Il a insisté sur le fait qu'il était important de renforcer et d'approfondir l'intégration en Europe et a souligné qu'une zone euro stable était d'un intérêt vital pour l'Irlande. Et il a ajouté: "nous avons besoin de paramètres politiques plus profonds pour rétablir la confiance et nous assurer que jamais plus nous ne mettrons en danger notre économie". Il a souligné que le programme du FMI porterait essentiellement sur la création d'emplois, considérée comme la priorité numéro un.
En ce qui concerne l'accès au mécanisme européen de stabilité (MES), il a indiqué que la question était devenue importante pendant la campagne en Irlande, car les gens se demandaient si cet accès était suffisamment large ou même nécessaire. Il a également indiqué que le gouvernement national avait fait un excellent travail en expliquant aux citoyens irlandais que le pays ne pourrait accéder au MES au même titre que d'autres États membres d'Europe que s'ils votaient "oui" au referendum.

Il a ensuite évoqué la situation de l'Espagne et estimé que ce pays avait plus besoin d'un sauvetage bancaire que d'un sauvetage de l'État. Il a souligné qu'une discipline budgétaire responsable ne résoudrait pas tous les problèmes européens, mais qu'il était tout de même essentiel de privilégier la croissance et l'emploi et de mettre en œuvre le programme européen de réformes.

Pour lui, l'élection de M. Hollande, en France durant la campagne du référendum a nui aux discussions, mais il a affirmé que son parti était opposé à la reformulation du traité et attendait impatiemment la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance. Il a souligné que pour avoir "plus d'intégration, plus de solidarité et plus d'Europe", il fallait tenir les citoyens informés, et il a également insisté sur l'attrait de l'Irlande en tant que zone d'investissement pour les entreprises multinationales, en présentant des éléments de confiance à propos de l'Irlande et de l'avenir de l'Europe.

M. Flanagan a conclu en déclarant que pour soutenir la croissance, il fallait adopter une position constante sur l'euro, basée sur la création d'un climat de confiance mutuelle entre États membres en proposant un programme d'action politique positive.

MARIANNE THYSSEN, MdPE,

Membre de la commission des affaires économiques et monétaires

Marianne THYSSEN, MdPE (PPE, BE), Membre de la commission des affaires économiques et monétaires, a félicité Charles Flanagan, MP, pour l'issue du référendum en Irlande. Elle a évoqué la situation en Europe à la suite des événements de Grèce et des élections en France et insisté sur le nécessaire point de départ pour la plupart des États membres s'ils veulent assurer la croissance et l'emploi en Europe: faire des économies et mettre en œuvre des réformes structurelles.

Comme M. Grupiński, elle pense que nous devons revenir à nos valeurs fondatrices et partager, en même temps que nos institutions, la responsabilité de la politique économique. Elle a insisté sur la nécessité d'appliquer le "paquet de six" et ensuite le "paquet de deux", et de faire des économies pour nous préparer aux développements futurs.

Elle a souligné qu'il était important de rappeler aux citoyens que le PPE ne propose pas les coupes qu'il suggère de faire pour le plaisir, mais que le but est de promouvoir la "stratégie 2020 pour une croissance et des emplois durables".

Elle a insisté sur l'importance de la crédibilité et de la confiance pour proposer et présenter les réformes des États membres et a souligné que 40 % du budget de la zone euro iront à des projets liés à la stratégie pour la croissance, ainsi qu'aux projets de la BEI.

Elle a ajouté que l'"orthodoxie" budgétaire était une condition préalable indispensable à la solidarité: "une plus grande solidarité s'impose entre les États membres, mais nous ne parviendrons à la croissance que si des politiques sérieuses sont mises en œuvre", a-t-elle ajouté.

Marianne THYSSEN, MdPE, Membre de la commission des affaires économiques et monétaires

Elle a fait observer que la position des socialistes consistait à abandonner le "paquet de six" pour n'appliquer que le "paquet de deux" basé sur la croissance et l'emploi. Elle a toutefois indiqué que si le "paquet de deux" était effectivement très important, le "paquet de six" est également indispensable pour assurer la confiance et la crédibilité et renforcer la discipline et la supervision.

Elle a conclu en répétant ce que M. Mendez de Vigo avait dit avant elle: "nous devons avancer en nous appuyant sur la solidarité afin de poursuivre l'intégration de l'Union sous la forme d'un nouvel Acte unique, et démontrer à la population que l'Union européenne est sérieuse et a les moyens de revenir dans le droit chemin.

DÉBAT

Anna KINBERG BATRA, MP (M, SE), Présidente du groupe parlementaire des Modérés, a commencé par indiquer que l'austérité allait de pair avec la croissance. Elle a souligné deux points: le fait qu'un système financier stable et des banques stables s'imposent pour éviter les problèmes de confiance, et la nécessité de promouvoir les échanges et le marché intérieur. «Je pense que nous devons renforcer notre message en vue des prochaines élections européennes: en l'absence de finances publiques stables, on ne peut pas stimuler l'emploi, mais sans croissance constante, on ne peut carrément pas aider les gens», a-t-elle conclu.

Antonio RODRIGUES, MP(PSD, PT), Membre de la commission des affaires européennes, approuve les intervenants pour qui le véritable problème est un problème politique, et qui ont évoqué l'incapacité de prendre les bonnes décisions au bon moment. Il estime que les citoyens européens ne sont pas conscients de ce qu'il se passe au niveau européen. Plutôt que de se concentrer sur le marché intérieur, l'Europe devrait aussi chercher à rivaliser avec les marchés indien, brésilien, russe, et ceux des autres États émergents.

Il estime que le marché intérieur manque encore de mécanismes décisionnels et d'instruments financiers, et que ceux-ci sont appliqués de manière peu coordonnée. Il a souligné que «nous devons être en mesure de prendre des décisions de façon plus efficace, plus cohérente et plus rapide au niveau communautaire afin d'améliorer la qualité de vie de tous nos citoyens».

Jean BIZET, MP (UMP, FR), Vice-président de la commission des affaires européennes au Sénat français, est intervenu pour expliquer les raisons du succès de François Hollande lors des élections présidentielles en France. Il a souligné que pendant sa campagne, M. Hollande avait parlé de différents objectifs qui seront impossibles à réaliser, comme la renégociation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance économique. Il a en outre évoqué les paroles de la chancelière allemande Angela Merkel, qui avait déclaré que «la France ne peut pas parler de croissance si elle ne réalise pas des réformes structurelles ou ne réduit pas ses dépenses publiques».

M. Bizet a souligné que «nous [avons] besoin d'une Europe politique, dans laquelle nous pourrons appliquer les règles de solidarité et avancer ensemble dans les domaines de la politique sociale et de l'économie». Pour conclure, il a recommandé aux autres États membres de faire savoir à la France que «nous [suivons] tous le même chemin».

Gian Luca GALLETTI, MP (UDC, IT), Président du groupe parlementaire UDC, a insisté sur le fait qu'on ne peut laisser l'Europe se désintégrer. Il a expliqué que l'austérité et la croissance devaient être examinées en même temps que la responsabilité et la solidarité. Il a rappelé les mots de De Gasperi à propos de la responsabilité qui devait nous aider à mettre en place ce que nous avons aujourd'hui, et insisté sur le besoin de revenir à la solidarité, sur la nécessité pour les pays de procéder à des réformes pour venir en aide aux autres, pour autant qu'un objectif commun existe.

Esteban GONZÁLEZ PONS, MP (PP, ES), Membre de la commission des affaires constitutionnelles, a déclaré que l'Europe était un projet, une ambition, un chantier. Ortega y Gasset, le philosophe espagnol, a dit: «L'Europe est la solution: nous ne pourrons résoudre nos problèmes qu'en renforçant notre unité, en renforçant notre projet et en nous fixant de nouveaux objectifs».

Il a souligné que nous devions amener ceux qui pensent que l'Europe est le problème à changer d'attitude. «Seuls, nous ne sommes rien. C'est ensemble que nous sommes forts.» Il a poursuivi en expliquant que le gouvernement espagnol n'avait pas été avare en matière de réformes: il a mis en œuvre le nouveau marché de l'emploi, une réforme financière majeure, des réformes budgétaires, un marché des services, un système

d'éducation. «Nous entendons confirmer que l'Espagne va exécuter les réformes, mais l'Europe doit renforcer l'intégration.» Pour terminer, il a évoqué un manque de coordination entre les députés des parlements nationaux et le Parlement européen.

Konstantinos MOUSOUROULIS, MP (ND, HE), Membre du comité permanent sur la production et le commerce, pense qu'un plan politique réaliste s'impose pour aider l'Europe à avancer. Il admet que l'austérité, les réformes et la discipline financière sont nécessaires pour relancer la croissance, mais il a aussi indiqué que lorsque les gens n'arrivent plus à se montrer enthousiastes, ils commencent à perdre leur aptitude à écouter. Il a signalé que les socialistes en Grèce se renforçaient et gagnaient en popularité parce qu'ils privilégient la croissance et encouragent l'électorat à s'identifier à eux. Il a expliqué que la Grèce entrait dans sa cinquième année de récession: des emplois sont perdus tous les jours et l'économie ne peut compter ni sur les importations, ni sur les exportations. Il a averti les participants qu'il fallait agir sans attendre, sans quoi «la Grèce va sombrer».

Il a souligné que la plupart des Grecs sont opposés au mémorandum et que le mot «privatisation» est devenu un gros mot dans le pays: «la population a le sentiment que tout l'argent sert à rembourser la dette publique et que la Grèce brade ses ressources nationales». Il a affirmé que pour toutes ces raisons, «nous devons rétablir la confiance de la population et procéder à des améliorations palpables afin que les gens puissent investir en nous et nous faire à nouveau confiance».

Paulo MOTA PINTO, MP (PSD, PT), Président de la commission des affaires européennes, a entamé son intervention en déclarant que l'évaluation réalisée par la troïka avait été rendue publique au Portugal, avec des résultats positifs. Il a confirmé que des réformes étaient en cours et que l'économie portugaise avait commencé à se rétablir et amorçait une croissance. Il estime que l'un des problèmes actuels est le manque de convergence au sein de l'Union européenne: "pour résoudre ce problème, il faut renforcer la volonté politique et la confiance".

Il a souligné que des changements devaient être effectués pour renforcer l'intégration et a souligné que le paquet budgétaire et le pacte de stabilité étaient des projets adaptés pour y parvenir. Il a en outre déclaré que la seule façon de s'attaquer aux pays écrasés par le poids de la dette consistait à appliquer un système qui garantirait la solvabilité à tous les États membres sur la base de la solidarité.

Frank ENGEL, MdPE (PPE, LU), Membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, a commencé en affirmant que d'après lui, les hommes et les femmes politiques manquent de cohérence, de propositions et d'espoir. Il a déclaré que dernièrement, les personnalités politiques de notre groupe politique (présidents de parlements nationaux, commissaires, chefs de parti) avaient exprimé une quinzaine d'opinions différentes sur l'avenir de la Grèce et a insisté sur le fait que "si nous continuons comme cela, le château de cartes va s'effondrer".

En temps normal, a-t-il indiqué, "personne dans notre famille politique n'irait prétendre que l'austérité est une condition préalable indispensable à la croissance, une absurdité!". Pour lui, notre politique risque de faire plus de mal que de bien, et de condamner certains pays.

Martin DIMITROV, MP (GERB, BG), Président de la commission de la politique économique, de l'énergie et du tourisme, estime que le PPE ne devrait pas oublier qu'on a besoin de plus d'Europe et de renforcer l'intégration, de même que la compétitivité et la compétitivité fiscale, si l'on ne veut pas risquer de voir partir en Asie et en Afrique les emplois et la croissance. Il a souligné que si la crise devait devenir un obstacle à la compétitivité budgétaire, alors l'Europe connaîtrait de sérieux problèmes. Il a par conséquent plaidé en faveur de la flexibilité afin d'aider l'Europe à assurer sa compétitivité.

Nicola FORMICHELLA, MP (PDL, IT), Porte-parole du PDL et membre de la commission des affaires européennes à la Chambre italienne des députés, a ajouté que les hommes et les femmes politiques doivent garder présent à l'esprit que pour relever les défis qui nous attendent, ils doivent prendre des décisions politiques basées sur la solidarité entre États membres.

En ce qui concerne le document "EPP 4 Growth" (Le PPE pour la croissance), il a souligné la nécessité de commencer à parler de la stratégie numérique (le monde informatique), "Puisqu'il s'agit du secteur qui connaît la croissance la plus rapide et du véritable avenir de l'Europe". Il a également souligné l'importance de ces réunions, car elles sont l'occasion d'échanger des idées.

Astrid LULLING, MdPE (PPE, LU), Membre de la commission des affaires économiques et monétaires, déclare que le Premier ministre Jean-Claude Juncker demande depuis un certain temps déjà une véritable coordination de la politique économique, une question sur laquelle tous les États membres sont, semble-t-il, d'accord. Fin mai, la Commission européenne (CE) a transmis un rapport détaillé aux États membres, qui contient un ensemble de recommandations pour chacun d'entre eux. Le Luxembourg a lui aussi reçu une liste de réformes qui doivent être mises en œuvre; le Premier ministre, M. Juncker, considère toutefois la "recette" de la CE inappropriée.

Mme Lulling propose que le PPE explique clairement ce qu'on entend par "austérité" ainsi que par "croissance". Elle a indiqué que la CE avait récemment présenté des propositions dont le design n'aidera pas à promouvoir la croissance. Mme Lulling a donné l'exemple des secteurs agricole et vitivinicole, qui restent productifs, compétitifs et générateurs de croissance. En ce qui concerne ce second secteur, on a critiqué la libéralisation des droits de plantation et une demande a été adressée à la Commission pour qu'elle revienne sur cette décision. Malheureusement, les décisions qui ont été prises en Europe poussent les entreprises à délocaliser et à exporter les emplois.

Luca VOLONTÈ, MP (UDC, IT), Président du Groupe du PPE à l'APCE, est favorable aux initiatives visant à faire changer d'avis l'opinion publique sur le fait que la famille politique du PPE est à la traîne par rapport aux socialistes en matière de croissance et d'emploi. L'austérité ne suffira pas à elle seule pour assurer la création d'emplois; elle va conduire à la création de dette pour de nombreuses années encore. La famille politique du PPE doit adopter une position plus ferme et, en collaboration avec la CE et le PE, trouver une solution pour faire sortir l'Europe de la crise.

Tasos MITSOPOULOS , MP (DISY, CY), Président du groupe parlementaire "Rassemblement démocratique", a déclaré que la crise économique avait, avec ses répercussions économiques énormes, provoqué des tensions sociales sans précédent. Bien qu'on ne puisse parler d'hostilité entre les pays, elles ouvrent tout de même la voie à l'agitation et aux bouleversements sociaux. Cela peut parfois conduire à une situation conflictuelle d'un nouveau type, avec une hausse de la pauvreté, des taux de chômage, des flux migratoires, etc. Le moment est venu pour nous de passer de la théorie à la pratique: nous devons trouver des solutions non seulement en temps de paix sociale, mais aussi en temps de crise. En même temps, la croissance n'est pas une invention de la gauche dont elle pourrait s'attribuer le mérite. Au contraire, la croissance s'observe aujourd'hui grâce aux réformes adoptées par la famille du PPE depuis quelques années. Dans les pays qui ont un gouvernement de gauche, comme Chypre, on devrait pouvoir définir des mesures capables d'induire la croissance.

Íñigo MÉNDEZ DE VIGO, Secrétaire d'État aux affaires européennes du gouvernement espagnol, a souligné la nécessité d'un plan qui proposera des réformes au niveau national. Ces réformes doivent varier en fonction des pays. Par le passé, certains pays ont appliqué des réformes et d'autres n'ont pas réussi à le faire. Le programme de Lisbonne a été un échec, tout comme les critères de convergence définis dans le traité de Maastricht; le

Pacte de stabilité a lui aussi été un échec faute de convergence entre différentes économies. Notre mission, aujourd'hui, consiste à essayer, une fois encore, de les rassembler. Les réformes à mettre en œuvre au niveau national doivent par conséquent être différentes cette fois: chaque pays doit s'acquitter de cette tâche à sa façon. Mais nous devons aussi viser des réformes au niveau européen. Le marché intérieur, où un plan et un calendrier s'imposent déjà, fait partie des domaines à réformer.

Aujourd'hui nous ne parlons pas seulement de croissance économique, mais aussi de crédibilité politique. Les citoyens doivent être associés au processus, et les "résultats attendus" des mesures prises par les hommes et les femmes politiques doivent leur être clairement expliqués.

Rafał GRUPIŃSKI, MP (PO, PL), Président du groupe Plateforme Civique, a indiqué qu'en Pologne, la Constitution contient une disposition qui fixe un niveau d'endettement maximum. Lorsqu'il s'agit de l'économie et de la gestion de l'économie, les États membres ne peuvent éternellement renouveler leurs dettes; ils doivent, au contraire, trouver un moyen efficace de réformer leurs finances.

Les termes "croissance" et "austérité" ne sont pas totalement contradictoires. La Pologne a bénéficié d'une forte croissance, qui a résulté d'une décision prise juste après la crise des subprimes aux États-Unis: une réduction de 20 % des dépenses. Parallèlement à cela, on a augmenté les investissements, en ciblant des domaines comme les infrastructures. En d'autres termes, même si on s'est serré la ceinture, les investissements se sont soldés par des bénéfices. Aujourd'hui, pour gagner les citoyens à sa cause, il faut abandonner les approches à court terme.

Othmar KARAS, MdPE (PPE, AT), Vice-président du Parlement européen, a déclaré que pour créer la croissance et l'emploi, il fallait privilégier les réformes et la réduction des niveaux d'endettement. Il est possible de réduire la dette, en particulier dans les pays où il n'est plus possible de trouver de l'argent sur le marché financier; mais aussi où l'intérêt de la nouvelle dette est supérieur à la dette elle-même. Notre inaptitude à prendre des décisions est un problème. Dans les domaines où l'Union n'a aucune prérogative, aucune décision ne peut être prise. Lorsque l'unanimité est nécessaire, nous nous montrons incapables de prendre des décisions. Dans toutes les questions où la méthode communautaire est autorisée, nous avons agi.

La coordination budgétaire est le garant des mesures et des décisions qui doivent suivre. L'absence de politique budgétaire concertée devrait nous convaincre que nous devons rechercher un mécanisme qui nous permettra de coordonner les budgets.

Compte tenu des différentes mesures prises au niveau national, il faudrait développer des objectifs communs et des projets européens. L'un de ces objectifs doit consister à favoriser la compétitivité dans l'ensemble de l'Europe, un domaine dans lequel le continent reste à la traîne. Le niveau approprié de compétitivité entre les États membres et la compétitivité du marché intérieur ne sont que deux des thèmes qui doivent être abordés.

Une union politique s'impose, mais il s'agit d'abord de préciser ce qu'est une union politique. En outre, toutes les décisions liées aux instruments politiques qui mènent et appartiennent à une monnaie unique, comme à ceux qui mènent à un marché intérieur plus compétitif, et toutes les mesures qui aident le continent sur la scène mondiale, doivent être adoptées au niveau communautaire.

Charles FLANAGAN, MP (FG, IE), Président du groupe parlementaire Fine Gael, a évoqué la crise et souligné que chaque pays avait sa part de responsabilité dans l'identification de solutions adaptées. Au cours des 18 à 24 mois passés, les mesures que l'on peut péjorativement qualifier de mesures "d'austérité" ont permis de réduire les déficits, de réaliser des économies considérables, etc. À côté de ces initiatives, il convient de s'attaquer à l'évasion fiscale. M. Flanagan juge injustes les décisions qui permettent de socialiser les dettes des banques privées et estime qu'il devrait exister une certaine forme de mutualisation. Il faut mettre au point une stratégie de communication afin d'expliquer aux citoyens de chaque État membre les mesures adoptées et les étapes à suivre.

Marianne THYSSEN, MdPE (PPE, BE), Membre de la commission des affaires économiques et monétaires, estime que le message envoyé aux citoyens doit aborder des questions telles que les réformes structurelles, les investissements, les conditions nécessaires à la croissance et à l'emploi, etc. En même temps, on ne peut accepter que les contraintes soient assouplies et que l'on s'écarte de la voie suivie. Il faut encourager l'ensemble des États membres à s'engager sur la bonne voie.

DEUXIÈME SÉANCE:

NOUVELLE MISE À JOUR SUR LA RÉALISATION DU MARCHÉ INTÉRIEUR

MICHEL BARNIER,

Commissaire européen chargé du marché intérieur et des services

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de commencer par remercier le Groupe du PPE au Parlement européen, son président, Joseph DAUL, et son vice-président, Paulo RANGEL, pour cette invitation.

En tant que représentants du peuple d'Europe, vous êtes tous bien au fait des difficultés que rencontrent encore beaucoup de citoyens et d'entreprises en Europe. La croissance en Europe en 2012 sera probablement nulle; le chômage dépasse désormais les 10 %, et il avoisine les 50 % chez les jeunes en Espagne.

Cette situation est particulièrement préoccupante lorsqu'on sait que d'autres régions du monde qui ont-elles aussi été touchées par la crise commencent déjà à se relever. Les États-Unis vont probablement atteindre une croissance de 2,6 % en 2013, contre 0,9 % dans la zone euro.

Dans ce contexte sinistre, il est réconfortant d'observer la dynamique qui se construit, partout en Europe et dans le monde en faveur d'une stratégie de croissance pour l'Europe.

Le 19 mai, les participants à la réunion du G8 à Camp David ont salué le débat en cours en Europe.

Et il y a deux semaines, au cours d'un dîner organisé à l'occasion d'un Conseil européen informel, une discussion ouverte et franche s'est déroulée à propos des moyens de stimuler la croissance dans le climat budgétaire actuel.

Mesdames et Messieurs,

La Commission travaille depuis plusieurs mois maintenant à l'initiative européenne pour la croissance; quelle forme celle-ci va-t-elle revêtir?

Michel BARNIER, Commissaire européen chargé du marché intérieur et des services

Je vais vous parler de quatre "leviers" de croissance:

1. Premièrement: nous devons continuer à travailler pour remettre de l'ordre dans nos finances publiques. Quiconque s'oppose à l'assainissement des finances publiques est sur la mauvaise voie. Un pays endetté ne peut développer sa croissance, et une croissance forte et durable est essentielle si nous voulons assainir nos finances publiques à plus long terme.

Nous devons donc encourager les pays qui se sont lancés dans un courageux processus d'assainissement budgétaire: les déficits sont en baisse depuis deux ans partout dans l'Union européenne.

Nous devons en outre défendre le nouveau "pacte budgétaire", patiemment négocié entre 25 pays d'Europe, et le mécanisme européen de stabilité, qui seront opérationnels en juillet 2012: ces instruments sont essentiels pour rétablir la stabilité et la confiance.

2. Un deuxième "levier", qui n'est pas incompatible avec le premier: nous devons profiter pleinement de l'ensemble des financements publics européens dont nous disposons.
La Banque centrale européenne a lancé une campagne résolue afin de rétablir progressivement la confiance à l'égard des marchés financiers.

Nous devons aussi accroître la capacité de prêt de la Banque européenne d'investissement [72 milliards d'euros en 2010] et l'axer davantage sur le financement des PME innovantes.

Enfin, le 19 octobre 2011, la Commission a proposé le lancement d'emprunts obligataires pour le financement de projets ("project bonds"), des émissions d'obligations destinées à financer des projets d'infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications. Je suis heureux de constater que le Parlement et le Conseil viennent de conclure un accord sur la phase pilote de cette initiative pour 2012 et 2013.

3. Troisièmement: mobiliser l'épargne européenne pour investir de façon productive
Renforcer le marché intérieur dans les services financiers, grâce à la création d'autorités européennes de supervision et à nos prochaines propositions visant à améliorer l'information et la protection des investisseurs européens peut permettre d'améliorer la répartition des capitaux entre les pays d'Europe.

Le 7 décembre 2011, j'ai également proposé la création de passeports européens pour les fonds qui investissent dans les nouvelles PME innovantes et dans les entreprises sociales.

4. Enfin, il nous faut des mesures structurelles au niveau national et européen, afin de faciliter la vie des entreprises et des citoyens et de stimuler notre économie sociale de marché.
Les efforts que font beaucoup de pays pour moderniser leurs économies, par exemple les mesures prises par Mario Monti en Italie, mesures visant à moderniser le marché de l'emploi en vue de renforcer sa flexibilité pour qu'il puisse s'adapter aux conditions économiques et pour donner plus de sécurité du travail aux travailleurs, autant de mesures qui doivent être encouragées, en tenant dûment compte du dialogue social et en prenant soin de préserver les services publics de base qui créent des liens sociaux et favorisent la compétitivité.

Mesdames et Messieurs,

Ces initiatives nationales doivent aller de pair avec des réformes européennes, pour rechercher les sources de croissance qui font défaut sur notre marché intérieur.

Le marché intérieur est aujourd'hui dans une situation paradoxale: il risque de devenir la première victime de la crise et de la montée du populisme, alors même qu'il est notre plus grande force sur le plan de la concurrence mondiale et notre principal atout pour venir à bout de la crise.

Comment, dès lors, protéger notre marché intérieur et nous en servir pour stimuler la croissance en Europe?

I – Avant toute autre chose, il nous faut achever le marché intérieur

Tel est l'objectif de l'Acte pour le marché unique adopté par la Commission en avril 2011, un paquet contenant une soixantaine de propositions concrètes ayant pour but de faciliter la vie de nos 500 millions de consommateurs et de rendre nos 22 millions d'entreprises plus compétitives.

Nous voulons simplifier les règles relatives aux marchés publics pour aider les PME à remporter de nouveaux marchés. Et, plus précisément, nous voulons développer les appels d'offres électroniques, qui pourraient représenter une économie annuelle de 100 milliards d'euros.

Nous voulons encourager la mobilité et l'emploi en Europe, en améliorant la reconnaissance des qualifications professionnelles et en créant une carte professionnelle européenne pour certaines professions.

Nous voulons permettre aux consommateurs d'effectuer leurs achats en ligne partout en Europe, en parfaite

sécurité, et sans discrimination, en créant un véritable marché unique numérique.

Et nous sommes sur le point de créer un brevet unitaire européen, qui diviserait par sept le coût de la protection de l'innovation en Europe.

Toutes ces propositions sont bien avancées: l'Acte pour le marché unique comprend douze actions clés, toutes proposées par la Commission.

Pour toutes ces réformes, la balle est à présent dans le camp des colégislateurs. Je suis heureux de constater que la commission IMCO du Parlement européen a souligné, dans son projet de résolution du 31 mai, la nécessité d'une mise en œuvre rapide.

Les parlements nationaux ont également un rôle important à jouer, que ce soit pour éplucher nos propositions ou pour donner l'impulsion nécessaire à l'adoption des réformes en faveur de la croissance d'ici la fin de l'année.

Nous avons pour notre part décidé, sans attendre l'entrée en vigueur de ces réformes, de soumettre une deuxième phase de l'Acte pour le marché unique cet automne, avec douze nouvelles actions-clés. Je suis heureux que la commission IMCO appuie là aussi cette approche à travers son projet de résolution sur les nouvelles étapes de la relance du marché intérieur.

Ce sont là des suggestions intéressantes pour faire avancer les travaux sur ce nouvel aspect de l'Acte pour le marché unique, que j'aborderai lors de la plénière du 13 juin.

Les nouvelles actions choisies pour l'Acte pour le marché unique seront déterminantes: elles vont devoir lever les principaux obstacles qui nous privent encore du potentiel du marché intérieur, en privilégiant les mesures susceptibles d'avoir un effet immédiat sur la croissance.

II – Parallèlement au renforcement du marché intérieur, nous devons nous assurer que les règles qui ont déjà été adoptées sont bien appliquées

Je pense surtout, mais pas seulement, à la directive sur les services, que vous connaissez bien en tant que députés nationaux, et qui, si elle est pleinement mise en œuvre, pourrait ajouter jusqu'à 1,4 point de pourcentage de croissance d'ici à 2020.

À cette fin, la Commission présentera cette semaine sa stratégie pour le développement de l'économie de services, qui adopte une approche à deux volets:

i. Mise en œuvre complète de la directive sur les services, non seulement sur le plan de la transposition par les États membres, mais aussi des opportunités économiques sur le terrain. Plus précisément, le but est de s'assurer que les guichets uniques fonctionnent et que leur utilité est confirmée;

ii. Des actions complémentaires en vue d'exploiter son potentiel de conserve avec d'autres aspects du marché intérieur. Nous avons effectué des tests de performance afin d'examiner les moyens d'améliorer l'interaction entre la libre prestation de services dans trois secteurs (la construction, les services aux entreprises et le tourisme) et la mobilité professionnelle, les services d'assurance et les possibilités de commerce électronique, etc.

iii. Enfin, on s'intéressera plus particulièrement au fonctionnement du marché des services du point de vue des consommateurs et de leur accès aux services. Le but est de lutter contre la discrimination à l'égard de certains consommateurs sur base de leur situation géographique. Je pense plus particulièrement au commerce en ligne.

D'une manière générale, les commissaires ne peuvent pas se contenter de lancer des projets importants sans s'intéresser à ce qu'il se passe ensuite. Je veux m'assurer qu'un "service après-vente" est en place pour l'Acte pour le marché unique, et veiller à ce que nos propositions produisent des résultats tangibles et positifs sur le terrain.

Comment la gouvernance du marché intérieur peut-elle être améliorée?

1. Premièrement, nous devons renforcer le contrôle de la transposition des règles par les États membres: tel est l'objectif du tableau d'affichage du marché intérieur. En 2011, seize États membres n'ont pas atteint l'objectif fixé par le Conseil européen d'un déficit de transposition inférieur à 1 %.

Cette préoccupation peut sembler plutôt "technocratique". Elle ne l'est pas! Nous devons faire preuve d'ambition dans ce domaine et, si nécessaire, nous montrer plus sévères en ce qui concerne le lancement de procédures d'infraction.

Les textes de loi qui ne sont pas appliqués sont non seulement inutiles, mais ils empêchent aussi notre marché intérieur de fonctionner correctement. Ce phénomène affecte directement le principe de la concurrence sur le territoire de l'Union en créant des déséquilibres avec les voisins qui appliquent la législation correctement, et il prive les citoyens de leurs droits.

2. Je suis conscient que ces mesures vont devoir aller de pair avec un suivi et une aide en faveur des États membres. La coopération avec les institutions, y compris la Commission, mais aussi entre les autorités nationales, sera essentielle. Ainsi, depuis ma désignation, il y a deux ans, je me suis rendu dans les différentes capitales de l'Union européenne pour rencontrer les personnes responsables de l'application des règles du marché intérieur. Je compte m'assurer personnellement de la poursuite et du renforcement de ce dialogue.

3. Pour terminer, nous devons faire un meilleur usage des outils de coopération existants. Le tableau d'affichage, bien sûr, mais aussi les guichets uniques, le portail "L'Europe est à vous", qui informe les citoyens sur leurs droits, SOLVIT et le système d'information du marché intérieur IMI, qui permet aux autorités compétentes de communiquer entre elles.

À l'approche du Conseil européen de printemps, et en plus de la communication sur les services que je viens d'évoquer, la Commission va présenter cette nouvelle stratégie pour la gouvernance du marché intérieur cette semaine.

Nous voulons renforcer la cohérence de l'ensemble de nos initiatives destinées à évaluer les politiques publiques, comme par example le "semestre européen". Et nous voulons fixer des objectifs plus ambitieux en matière de transposition, en particulier dans les secteurs essentiels à la croissance.

Mesdames et Messieurs,

Le marché intérieur est un chantier qui doit être adapté continuellement afin de prendre en considération le nouveau potentiel technologique et la nouvelle activité économique des particuliers et des entreprises, comme le développement du commerce électronique.

Vu sous cet angle, le marché intérieur sera toujours inachevé, mais il reste l'un de nos atouts principaux pour venir à bout de la crise.

Nous devons agir ensemble – Commission, États membres, Parlement européen, parlements nationaux – pour préserver cet atout et en tirer parti.

Sur toutes ces questions, sur les réformes entamées par l'Acte pour le marché unique, sur les nouvelles mesures que nous allons proposer après l'été, et sur la gouvernance de notre marché intérieur, j'invite chacun d'entre vous à présenter des propositions et à encourager le débat au sein de vos parlements.

Je compte tout particulièrement sur les MdPE et sur les députés nationaux pour participer à la Semaine du marché unique, qui s'ouvrira sur une grande manifestation à Bruxelles, le 15 octobre, et se poursuivra partout en Europe jusqu'au 20 octobre.

ANTONIO TAJANI,

Vice-président de la Commission européenne et commissaire chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat

L'économie réelle est l'instrument – le seul instrument, devrais-je dire – dont nous disposons pour sortir de la crise: l'économie réelle, le marché intérieur, l'industrie et les petites et moyennes entreprises.

Voilà pourquoi une stratégie en faveur de la croissance est essentielle si nous voulons relever le défi majeur de la crise. Il nous faut d'une part agir pour équilibrer les budgets et contenir la dette publique, et d'autre part, prendre des mesures ambitieuses en faveur de la croissance. Notre action doit être une action coordonnée: le marché intérieur, les PME et des mesures pour aider l'industrie. Michel (Barnier) et moi sommes responsables, avec la Commission européenne, des deux instruments que sont l'Acte pour le marché unique et le "Small Business Act", à savoir une action concertée en vue de mettre en œuvre les choix européens pour renforcer l'économie réelle.

Le marché intérieur est notre grand atout. Je rentre d'une série de missions en Amérique du Nord et du Sud destinées à ouvrir de nouveaux débouchés pour les industries européennes, et l'un des points forts sur lesquels j'ai attiré l'attention, aux États-Unis, au Mexique, au Brésil, au Chili, en Uruguay et en Argentine avant l'affaire Repsol, était l'importance de ce vaste marché intérieur, avec son demi-milliard de consommateurs qui achètent des produits et peuvent également apporter un soutien considérable à nos petites et moyennes entreprises.

C'est pour coordonner l'action visant à aider les petites et moyennes entreprises sur le marché intérieur que j'ai décidé de désigner un "Monsieur PME Europe", M. Daniel Calleja Crespo, qui, comme vous êtes nombreux à le savoir, n'est pas seulement mon directeur général, mais a aussi été chef de cabinet pour une vice-présidente d'exception que nous regrettons, et qui était membre de notre parti, Loyola de Palacio. Ce Monsieur PME a pour mission de coordonner l'application dans notre Union européenne du "Small Business Act", et

Antonio TAJANI, Vice-président de la Commission européenne et commissaire chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat

nous avons également mis en place un réseau de vingt-sept représentants de chaque État membre, qui œuvrent ensemble à la réalisation du "Small Business Act".

Le 15 juin, je serai à Malte pour participer à la réunion annuelle de tous ces ambassadeurs des petites et moyennes entreprises qui, ensemble, sont chargés de coordonner l'action visant à mettre en œuvre la législation communautaire dans l'intérêt des petites entreprises, car nous sommes convaincus que les PME sont le meilleur moyen de créer de nouveaux emplois.

Rappelons qu'il existe 23 millions de petites et moyennes entreprises en Europe. Si chacune de ces entreprises recrutait ne serait-ce qu'une personne, nous aurions 23 millions d'emplois supplémentaires. Avec Michel Barnier, nous nous employons à permettre à ces petites et moyennes entreprises de faire face à leurs problèmes et d'en venir à bout, à commencer par celui de l'accès au crédit.

Comme vous le savez, il existe une directive européenne sur la lutte contre le retard de paiement, qui doit être

transposée au plus tard en mars 2013. J'insiste auprès des États membres pour qu'ils la transposent avant cette date. Comme vous le savez, la directive – je m'adresse ici aux représentants des parlements nationaux qui vont devoir approuver sa transposition – prévoit que les pouvoirs publics sont tenus de payer les petites entreprises dans un délai de trente jours, ou au maximum de soixante jours pour certains secteurs, comme les soins de santé, sous peine de se voir appliquer une pénalité pouvant aller jusqu'à 8 %. La règle s'applique aux grandes comme aux petites entreprises, sauf accord contraire entre les parties – pour autant que les conditions ne constituent pas un abus manifeste à l'égard de la PME. Il s'agit donc d'une directive qui a déjà été adoptée et doit être transposée dans l'ensemble des États membres. Quelque 180 milliards d'euros vont ainsi être mis en circulation.

L'autre thème important qui concerne l'accès au crédit est la mise en œuvre de Bâle III. Comme vous le savez, Bâle II prévoit des critères très rigoureux. Avec Michel (Barnier) et avec le Parlement européen, nous nous sommes attelés à la réalisation de quelques objectifs importants, nous nous employons à vérifier que Bâle III n'est pas préjudiciable aux petites et moyennes entreprises. Nous voulons notamment nous assurer que les réserves que les banques doivent conserver ne sont pas excessives, afin que les fonds disponibles pour les petites et moyennes entreprises soient plus importants. Le Parlement européen a déjà adopté un amendement qui nous satisfait, et il va falloir le faire progresser, au Conseil et au sein du Parlement européen, pour permettre à la plénière d'adopter ensuite ces règles.

Il nous reste du travail, mais ce n'est pas tout: nous nous employons aussi à promouvoir le capital-risque, un instrument peu utilisé en Europe. Nous en avons parlé longuement au sein de la Commission. Le programme baptisé "COSME" (qui doit son nom à Cosimo dei Medici, pour les Italiens, ou Cosme de Médicis), doté d'un budget de 2,5 milliards d'euros, prévoit un financement européen au cours des prochaines perspectives financières en vue d'améliorer la compétitivité des PME. À côté du financement prévu dans le cadre d'Horizon 2020, qui n'est autre que le huitième programme-cadre, 80 milliards d'euros sont consacrés à la seule compétitivité – il y a donc, avec l'internationalisation, le tourisme et le capital-risque, 2,5 milliards. J'espère que le Parlement pourra augmenter cette enveloppe; nous verrons bien.

Les décisions attendues du Conseil sur la Banque européenne d'investissement pourraient aussi aider le secteur des PME, car si la BEI est refinancée au moyen de ces 10 milliards d'euros, je pense que, comme l'a proposé la Commission, cet argent pourra servir de fonds de garantie et aider ainsi, grâce à un effet multiplicateur, certains secteurs, à commencer par celui de la construction, qui est un secteur en crise, mais aussi un secteur où le potentiel d'innovation est grand – je pense aux critères environnementaux, aux économies d'énergie et (et, encore une fois, je pense aux Italiens en disant cela) aux normes antisismiques européennes.

Ensuite, il y a beaucoup à faire dans le domaine de la simplification administrative, une autre question importante sur laquelle nous travaillons actuellement. L'un des principaux obstacles à l'investissement, à l'innovation, au développement durable et à l'infrastructure est précisément le fait que les entrepreneurs sont très souvent découragés par les coûts administratifs et les retards dans les licences, ainsi que par le respect d'un certain nombre d'exigences. Nous ne pouvons plus laisser l'administration publique mettre des bâtons dans les roues des entreprises au lieu d'être leur principale alliée.

Nous devons par conséquent tout mettre en œuvre pour accélérer et simplifier les procédures, en instaurant le principe du consentement tacite avec des délais raisonnables, comme c'est déjà d'application dans certains cas pour les infrastructures ou les énergies renouvelables. Je pense qu'il serait également intéressant de prévoir des dérogations pour les PME, dont les frais administratifs sont quatre fois supérieurs à ceux des grandes entreprises. Nous mettons actuellement en œuvre un plan visant à réduire de 25 % la bureaucratie, qui nous fera économiser des dizaines de milliards d'euros. Nous avons déjà effectué le test de concurrence afin d'évaluer les effets des nouvelles mesures législatives sur les entreprises, et notre Monsieur PME insiste quotidiennement sur la nécessité de rendre l'environnement plus favorable aux entreprises.
À l'instar du "Small Business Act", l'Acte pour le marché unique propose lui aussi de simplifier l'envi-

ronnement de travail en revoyant les règles relatives aux marchés publics et en éliminant la charge administrative comptable pour les 7 millions de micro- et de petites entreprises, une initiative qui pourrait entraîner une économie de plus de 7 milliards d'euros.

J'aimerais néanmoins terminer en parlant d'un élément essentiel de notre action destinée à rendre le tissu industriel, et plus particulièrement les petites et moyennes entreprises, plus compétitifs et innovants. Il s'agit de la question des grappes d'entreprises. Dans de nombreux contextes en Europe, elles existent déjà – on en compte environ 2000. De nombreux pays disposent de systèmes de zones industrielles ou de réseaux d'entreprises qui sont tout aussi intéressants, mais je dirais que la grappe représente un progrès qualitatif, dans la mesure où elle n'est pas nécessairement liée au territoire, mais aux objectifs à atteindre.

Et c'est là que l'industrie, les petites et moyennes entreprises et les universités, pas forcément situées dans un même pays, œuvrent ensemble à la réalisation d'un objectif.

Pourquoi souligner cette question? Premièrement, en raison de la capacité de ces grappes à stimuler la compétitivité et l'innovation. Comme pour la recherche, des liens étroits entre l'industrie, les entreprises et les universités permettent à l'Europe, aujourd'hui comme elles le feront demain, de ne pas perdre ses meilleurs cerveaux.

En effet, quand les recherches constituent une fin en soi, les jeunes chercheurs, une fois leur travail à l'université terminé, se mettent à la recherche d'un emploi, souvent hors de l'Union européenne. Mais si l'université – et cela nous mène jusqu'au cœur du problème de l'enseignement – est liée au monde de l'entreprise et si la recherche est en adéquation avec la politique industrielle, alors nous pouvons œuvrer en faveur de la croissance, de l'innovation et du développement de notre système économique tout en faisant en sorte de garder nos meilleurs cerveaux en Europe.

La question des grappes d'entreprises est donc une question essentielle, et nous sommes en train de préparer une communication de la Commission européenne à cet égard, parce que nous sommes convaincus que la politique industrielle doit être au centre de notre action.

Je terminerai en rappelant qu'il y a une semaine, j'ai donné le coup d'envoi, avec le président M. Barroso, d'une initiative ambitieuse en faveur d'une politique industrielle moderne pour l'Union européenne. Nous ne pouvons plus nous contenter d'une politique industrielle datant des années 90; il nous faut une politique industrielle et commerciale tournée vers l'avenir. Nous devons mettre l'accent sur l'économie verte, sur un secteur automobile compétitif, sur les technologies génériques essentielles, sur le secteur spatial, sur le secteur du tourisme – en somme, nous devons œuvrer pour réaliser un progrès qualitatif. Tel est mon objectif, convaincu que je suis que nous ne pouvons pas remporter la bataille en termes de quantité, mais que nous pouvons le faire en termes de qualité grâce, oserais-je ajouter, puisque nous parlons du marché intérieur, à une politique commerciale extérieure qui ne soit pas naïve.

Puisque nous sommes à la veille du championnat d'Europe de football, je vous propose une comparaison footballistique: si l'Europe doit affronter la Chine, en Europe, nous jouons à onze contre onze; nous ne pouvons pas aller disputer le match retour en Chine avec neuf hommes contre treize. Je pense par conséquent que la question des règles est déterminante, y compris en ce qui concerne notre politique commerciale, qui ne peut être séparée de la politique industrielle.

Cela ne veut pas dire que nous voulons nous montrer protectionnistes ou entraver les échanges. Cela veut tout simplement dire que nous voulons protéger les intérêts européens dans le cadre de la concurrence mondiale, comme nous devons le faire dans le secteur des matières premières, sur lequel nous travaillons également de manière très intensive, avec les commissaires Barnier et Cioloş, dans nos différentes domaines de compétence, pour protéger le système productif de l'Union européenne et, comme le dit le traité, nous œuvrons en faveur de la croissance du marché intérieur, dans le but, notamment, d'assurer la prospérité du marché intérieur, mais aussi pour mettre en œuvre la politique sociale; de plus, l'économie sociale de marché, avant d'être inscrite dans le traité, représentait et représente toujours l'une des valeurs fondamentales de notre famille politique.

Et donc, un marché intérieur propice à la croissance, mais surtout à l'emploi, et en mesure d'offrir à nos concitoyens les meilleurs moyens d'existence possibles.

PETER MICHAEL IKRATH MP,

Vice-coordinateur de la commission des affaires financières au Nationalrat autrichien

Peter Michael IKRATH MP, Vice-coordinateur de la commission des affaires financières au Nationalrat autrichien

Peter Michael IKRATH, MP, Vice-coordinateur de la commission des affaires financières au Nationalrat autrichien, a axé sa présentation sur la question de l'échelon national. Il a souligné que l'Europe était dans une situation de crise absolue: crise budgétaire, crise de croissance, crise sociale, chômage, en particulier chez les jeunes, et crise politique due à l'incapacité des institutions à faire face à la situation. Du point de vue autrichien, il s'agit d'une crise de "sens": où allons-nous, quelle est la vision de l'Europe et quelles sont les conséquences que nous devons en tirer?

M. Ikrath estime qu'agir est très difficile pour le gouvernement, en raison de l'importance particulière donnée à l'intérêt national. L'incertitude à propos des euro-obligations, des taux d'intérêt, etc. est un inconvénient majeur, en particulier dans les petits pays, qui sont particulièrement concernés par le marché intérieur. Il y a une tendance à la nationalisation. La Hongrie est un exemple de ce phénomène. Il explique le problème des banques autrichiennes, auxquelles sont également confrontées les banques des autres Etats membres: les banques ne sont plus en mesure de financer les petites et moyennes entreprises, et c'est l'emploi qui est touché. Ce phénomène se traduit par une baisse de la croissance. Il estime que nous avons besoin d'une Europe plus intégrée. Le Pacte de stabilité peut apporter une partie de la solution. L'Union européenne étant une union sociale, nous avons besoin d'une économie sociale de marché. Les députés devraient intégrer les questions communautaires nationales dans les décisions. Afin de redonner vie à l'idée européenne, les députés aux parlements nationaux doivent convaincre nos gouvernements d'intégrer l'intérêt communautaire dans les décisions.

Le marché intérieur est essentiel à la croissance. Le revers de la médaille, c'est que les gouvernements nationaux doivent renoncer à certaines de leurs compétences. Le marché intérieur doit servir de fondations et doit être flexible pour répondre aux besoins individuels, structurés pour chaque pays. Nous devons réaliser un "acte d'équilibrage", a conclu M. Ikrath.

ANDREAS SCHWAB, MdPE,

Coordinateur du PPE au sein de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs

Andreas SCHWAB, MdPE, Coordinateur du PPE au sein de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, a déclaré que le PPE avait fait un travail remarquable récemment en essayant de faire avancer le marché par l'adoption d'une série de textes de lois. Il a souligné que le Groupe du PPE avait plaidé en faveur d'une plus grande interconnexion sur le marché intérieur (adoption de l'Acte pour le marché unique I et de l'Acte pour le marché unique II) et que le président, M. Daul, était parvenu à faire de la "croissance" une question importante en demandant des mesures techniques dans un courrier envoyé au président de la Commission européenne.

Il estime cependant que le véritable problème est l'absence de coordination entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Il a exhorté les députés à œuvrer ensemble à la bonne mise en œuvre des mesures, ajoutant: "dans les mois qui viennent, je vais préparer un rapport afin de déterminer comment résoudre le problème de la mise en œuvre et de la transposition du droit européen afin que les PME et le marché intérieur puissent profiter de la législation existante".

Andreas SCHWAB, MdPE, Coordinateur du PPE au sein de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs

Il a conclu en évoquant le rapport sur la réduction de la charge administrative et de la bureaucratie pour les PME et a reconnu que l'essentiel de la bureaucratie était imposé par les parlements nationaux et non par les institutions européennes. Pour terminer, il a souligné qu'il était nécessaire de permettre aux PME de voir dans quelle mesure les États membres transposent la législation européenne dans le droit national.

DÉBAT

Francesco CASOLI MP (PDL, IT), Membre de la commission parlementaire pour la mise en œuvre du fédéralisme fiscal, a proposé de prendre des mesures pour protéger le marché intérieur de la concurrence internationale déloyale en faisant le nécessaire pour que les entreprises européennes bénéficient de conditions égales pour tous. Il a affirmé que les Européens devaient non seulement investir dans la recherche, le développement et l'innovation (RDI), mais aussi proposer des règles simples afin de produire des technologies de pointe.

Jean BIZET MP (UMP, FR), Vice-président de la commission des affaires européennes, a indiqué qu'en ce qui concerne les politiques industrielles stratégiques, il y a sept secteurs dans lesquels l'Europe perd de son influence. Il a par ailleurs souligné qu'une grande partie de ces technologies de pointe étaient fabriquées à partir de nos matières premières et que 90 % d'entre elles appartenaient à la Chine. Il a par ailleurs demandé si le Parlement européen avait des propositions en ce qui concerne la protection des terres rares.

Tasos MITSOPOULOS MP (DISY, CY), Président du groupe parlementaire du Rassemblement démocratique, a déclaré que 90 % des entreprises à Chypre étaient des petites et moyennes entreprises employant moins de trente personnes, et qu'elles étaient dès lors confrontées à un sérieux problème de compétitivité. Il estime que Chypre doit progresser dans le domaine de la RDI en vue de renforcer sa compétitivité dans les secteurs clés.

Nicola FORMICHELLA MP (PDL, IT), Membre de la commission des affaires européennes, a évoqué la question du brevet européen et le fait que les textes juridiques ne sont disponibles que dans trois langues. Il pense que l'infrastructure numérique insuffisante pose des problèmes à certaines entreprises européennes. Il a par ailleurs rappelé qu'en Italie, le problème principal pour les PME est de maintenir leur avantage concurrentiel, un problème d'autant plus difficile à résoudre en cas de retard de paiement de la part des pouvoirs publics concernés. Le gouvernement italien est intervenu et a accordé certaines compensations et autres facilités aux entrepreneurs.

Konstantinos MOUSOUROLIS MP (ND, HE) a déclaré, à propos de la compétitivité en Europe, que seules les grandes entreprises pouvaient obtenir des ressources bon marché, ce qui empêche les petites entreprises de profiter des mêmes avantages. Il a affirmé que l'Union européenne n'avait aucune prise sur certaines questions, comme le manque de liquidités ou les technologies et la qualité insuffisantes. "Nous devons investir dans la R&D, mais c'est difficile car nous manquons de liquidités! Personne ne prête d'argent pour l'instant; c'est le cas aujourd'hui en Grèce et cela pourrait se produire en Espagne demain." M. Mousouroulis a également indiqué qu'à la suite de certains changements apportés à certaines règles importantes, la situation s'améliorait en Grèce aujourd'hui – du moins en théorie. Le problème des liquidités est toutefois toujours présent, comme le problème des prêts sollicités par les PME. Les banques (les intermédiaires qui ont reçu un accès aux financements) ne se pressent pas pour encourager ou aider les PME, et c'est un problème selon lui. Le moment est venu pour nous d'aller au-delà des restrictions budgétaires et autres sacrifices et de prouver que ces mesures n'ont pas été vaines.

Giuseppe GARGANI, MdPE (PPE, IT), Membre de la commission des affaires juridiques, pense que l'Union européenne doit savoir déléguer davantage aux autorités nationales, pour autant que l'on soit certain que l'Europe comprend la structure des différents États membres et la façon dont ils peuvent participer aux décisions au niveau européen. Le pacte budgétaire a été approuvé par le Parlement européen, mais il semble que personne n'y croie totalement. Le pacte budgétaire n'est pas le meilleur moyen de créer le type de solidarité qui devrait être caractéristique de l'Europe. Tous les États membres doivent participer; l'Europe n'est pas une version agrandie de l'Allemagne. En tant qu'entité relativement distincte, l'Europe est véritablement animée par l'esprit d'unité. Elle doit pouvoir dépasser le stade des mesures d'austérité et revenir à la croissance. Pour devenir compétitive, l'Union européenne a besoin de la force politique qui jettera les bases du développement économique.

Michel BARNIER, Commissaire européen chargé du marché intérieur et des services, a souligné que l'Europe devait se montrer plus proactive. Il a expliqué que la Commission avait essentiellement deux lignes d'attaque: une ligne proactive et une ligne défensive. "Avec Karel De Gucht, commissaire chargé du commerce, nous nous sommes rendu compte que l'Europe devait pouvoir se défendre, en tenant compte du principe de réciprocité: tandis que le marché européen est ouvert aux marchés japonais et américain, ces marchés restent pour l'essentiel fermés à l'Union européenne". Il a en outre expliqué qu'avec Antonio Tajani, commissaire européen chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat, la Commission avait décidé d'étudier "qui achète quoi en Europe" afin de préserver les technologies essentielles. Le commissaire Barnier a confirmé que le marché intérieur était une chance, et non une menace. Avec l'aide d'Othmar Karas, MdPE, il a expliqué qu'il travaillait sur la capitalisation des banques et le fait que les exigences de fonds propres devaient être moins lourdes lorsqu'elles accordent des prêts aux PME.

Le commissaire a répondu à M. Formichella qu'il avait préparé un projet détaillé avec Mme Neelie Kroes et M. John Dalli dans le but de venir à bout des difficultés dans le commerce électronique. Il a souligné que l'Union européenne devait augmenter le niveau de commerce électronique et a promis de se pencher attentivement sur les différents problèmes pour tenter d'améliorer la situation. En ce qui concerne le brevet européen, il a souligné que même si le texte juridique n'est proposé que dans trois langues, les outils de commercialisation et les communications sont intégralement proposés gratuitement dans toutes les autres langues. Et le commissaire de souligner: "les brevets sont dix fois plus chers dans l'Union européenne qu'aux États-Unis et nous devons vite nous débarrasser de ce handicap pour nos entreprises!". Il a conclu en expliquant que nous affrontons un double problème de compétitivité: "nous devons être compétitifs en Europe, mais aussi avec le reste du monde". Il a par ailleurs expliqué que la Commission avait commencé à se pencher sur les différents États membres afin d'évaluer les avantages compétitifs et les faiblesses des uns et des autres.

Antonio TAJANI, Vice-président de la Commission européenne, chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat, a souligné que l'Union avait progressé en adoptant une approche financière plus prometteuse, axée sur les nouvelles technologies génériques. Les résultats font cependant encore défaut dans l'Union en ce qui concerne la phase industrielle. La Chine et le Japon utilisent les résultats européens pour essayer de renforcer leur propre compétitivité. Dans le domaine des technologies génériques, l'Union européenne a consacré 7 milliards d'euros à l'amélioration de la compétitivité.

La compétitivité industrielle (et la compétitivité de nos entreprises en général) est importante et, à cet égard, des mesures sont en cours pour défendre la diversité industrielle en Europe. Le marché intérieur est un atout, mais en l'absence d'industries et d'entreprises qui fonctionnent et qui sont en mesure de faire face à la concurrence, l'Union européenne va tout simplement rester sur le carreau.

L'Europe a décidé d'appliquer sans attendre les règles de Bâle III, tout en jouant un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique. Cependant, lorsqu'on parle des émissions de CO2, en l'absence d'accord à l'échelle mondiale, l'Europe ne peut obliger les entreprises à adopter un type de comportement particulier.

Nous ne pouvons qu'espérer que chacun, au niveau mondial, respectera les règles qui prévalent en matière de changement climatique. Même si l'Union a décidé de faire progresser Bâle III, on ignore encore comment l'accord sera mis en œuvre. Les chiffres qui seront utilisés dans le texte de Bâle III seront toutefois supérieurs à ceux utilisés dans Bâle II, en particulier en ce qui concerne l'accès des PME au crédit. En même temps, le lien entre les banques et les entreprises devra être amélioré. Les obstacles qui empêchent les PME d'obtenir de l'argent doivent être examinés plus attentivement, tandis que la transposition immédiate de la directive sur les retards de paiement est une nécessité.

Le commissaire a plaidé en faveur d'une BCE qui soit un véritable élément de croissance, et pas seulement une structure qui sous-tend la stabilité et la croissance. La BCE comme la BEI doivent être plus proactives.

Une proposition visant à réduire l'influence des agences de notation a été envoyée au Conseil et au Parlement européen. On pourrait aussi envisager la création d'une agence de notation européenne indépendante.

Peter Michael IKRATH MP (ÖVP, AT), Vice-coordinateur de la commission des affaires financières, a ajouté que dans le cadre du débat sur les petites et moyennes entreprises, on se rendait compte de l'importance des PME et qu'il fallait dès lors veiller à ce que ces entreprises aient accès au crédit bancaire. M. Ikrath a plaidé en faveur d'une bonne gouvernance européenne, notamment en ce qui concerne la transposition des directives. La situation est extrêmement déconcertante à l'heure actuelle, puisque divers types d'arguments sont formulés par le niveau national. Par conséquent, outre la transparence, certains éléments liés à une meilleure gouvernance s'imposent afin d'assurer des fondations plus stables sur lesquelles bâtir un marché intérieur organisé.

L'Europe et la monnaie unique sont confrontées à un certain nombre d'alternatives difficiles, dont certaines ont des conséquences inimaginables. Il faut instaurer un dialogue de qualité entre le Parlement européen et les parlements nationaux, le principal défi, aujourd'hui, consistant à démontrer qu'un avenir meilleur est possible.

TROISIÈME SÉANCE:

PRÉSENTATION DE LA FUTURE PRÉSIDENCE CHYPRIOTE

TASOS MITSOPOULOS MP,

Président du groupe parlementaire du "Ralliement démocratique" de Chypre

L'Union européenne doit sortir plus forte de la crise économique actuelle. Elle doit approfondir son intégration, de façon à améliorer sa cohésion sociale, à améliorer la qualité de la vie de ses citoyens et à stimuler sa croissance. Les réformes indispensables à cette fin doivent reposer sur ses valeurs et principes fondamentaux.

L'Union doit se rapprocher de ses citoyens et leur transmettre un message d'espoir et de solidarité aux accents sociaux. La présidence chypriote œuvrera à la construction d'une Europe meilleure et plus efficace, qui contribuera à l'instauration d'une croissance durable au profit de tous et à la création d'emplois à travers des politiques porteuses. Cette Europe meilleure, nous voulons la fonder sur le principe de la solidarité. Nous voulons façonner un avenir meilleur, en particulier pour les jeunes générations.

Tasos MITSOPOULOS MP, Président du groupe parlementaire du "Ralliement démocratique" de Chypre

La présidence chypriote devra s'atteler à des priorités importantes, comme le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 et l'accord sur le budget, qui devront stimuler la croissance et le développement durable, promouvoir des politiques intégrées, créer des emplois dans l'Union et améliorer la compétitivité en Europe. Elle devra impérativement identifier et mettre en valeur les moteurs de la croissance dans les politiques européennes. Il faut rétablir la confiance dans la zone euro et veiller à renforcer la gouvernance économique. L'Union doit également renforcer son rôle sur la scène internationale.

Pour construire cette Europe meilleure, la présidence chypriote a fixé quatre grandes priorités:

1. Une Europe viable et plus efficace

Les négociations du cadre financier pluriannuel pour 2014-2020 seront la priorité principale de la présidence chypriote. Elle devra mener ces négociations à bon terme et tâcher de mettre en place un budget équitable et efficace pour l'Union, créateur de croissance et d'emplois. Elle ambitionne aussi de progresser le plus loin possible dans les négociations sur le cadre législatif pour ce qui concerne notamment la politique agricole commune, la politique commune de la pêche, la politique de cohésion et la politique de la recherche et de l'innovation (Horizon 2020), et dans celles relatives aux programmes financiers de diverses politiques sectorielles.

Dans la droite ligne des conclusions du Conseil européen de février 2012, la présidence chypriote concentrera également ses efforts sur la politique énergétique. Les réseaux transeuropéens dans les domaines des transports, des télécommunications et de l'énergie, ainsi que le mécanisme pour l'interconnexion en Europe figurent en tête de ses priorités, car leur réalisation sera vitale pour relancer la compétitivité de l'Europe à travers l'amélioration des infrastructures et le renforcement de la cohésion économique, sociale

et territoriale des États membres. Par ailleurs, Chypre mettra l'accent sur le développement durable et sur le suivi du sommet Rio +20, au même titre que sur d'autres enjeux fondamentaux, notamment la gestion durable des ressources naturelles, l'eau en particulier. L'Union européenne doit absolument intégrer la mise en œuvre de ses politiques relatives au changement climatique, à l'environnement et à l'énergie. En outre, la présidence chypriote a l'intention de redynamiser la politique maritime intégrée de l'Union.

2. Doter l'Europe d'une économie plus efficace et bâtie sur la croissance

La crise économique a mis en lumière la nécessité de renforcer l'efficacité des politiques et des réglementations de l'Union. La relance de l'économie européenne doit passer à la fois par des mesures d'assainissement des finances publiques et par des mesures encourageant une croissance durable. La présidence chypriote souhaite approfondir le nouveau cadre renforcé pour la gouvernance économique et resserrer la surveillance budgétaire afin d'atteindre la stabilité budgétaire. En même temps, l'Union doit sortir de la crise et relancer sa croissance. Dans cet ordre d'idées, le suivi de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 est important pour la présidence chypriote.

Il est aussi de la plus haute importance de renforcer le cadre réglementaire des services financiers par l'exécution de mesures qui amélioreront la transparence des marchés, protégeront les consommateurs et les investisseurs, et devront permettre de gérer efficacement les crises financières. À l'occasion du vingtième anniversaire du marché unique, la présidence s'attellera à approfondir le marché intérieur en encourageant les initiatives qui viseront à mieux stimuler la croissance économique et la relance de l'économie européenne, en soulignant le rôle des PME.

3. Une Europe plus proche de ses citoyens

La présidence chypriote aura à cœur de rapprocher l'Europe de ses citoyens, particulièrement en améliorant la situation de l'emploi des jeunes, qui pâtit de la hausse du chômage dans l'Union. Un de ses autres grands objectifs sera de mettre en place le régime d'asile européen commun d'ici la fin de 2012, en renforçant la coopération concrète entre les États membres pour garantir les droits des personnes en quête d'une protection internationale.

La présidence chypriote se focalisera aussi sur l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle et sur les thèmes de la santé et du bien-être des enfants: prévention des maladies, promotion d'un mode de vie sain et prévention et lutte contre la pauvreté des enfants. L'éducation et la culture figurent en bonne place parmi ses priorités: promotion de l'alphabétisation et amélioration de la qualité de l'offre d'enseignement et de formation afin de répondre aux besoins du marché du travail. Les programmes financiers liés à ces objectifs sont également importants. Enfin, la présidence chypriote consacrera une grande partie de son travail au nouveau cadre juridique de la protection des données à caractère personnel, ainsi qu'à la participation accrue des partenaires sociaux, des ONG et des pouvoirs locaux à la concrétisation et à la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020.

4. Une Europe plus proche de ses voisins sur la scène mondiale

La présidence travaillera en étroite collaboration avec la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et avec le service européen pour l'action extérieure, en vue d'assurer la cohérence et la continuité de la politique étrangère et de sécurité.

Elle mettra tout particulièrement l'accent sur la dimension méridionale de la politique européenne de voisinage dans le but d'améliorer les relations de l'Union avec ses partenaires méditerranéens. La présidence chypriote fera aussi en sorte de promouvoir tous les processus relatifs à l'élargissement, d'accroître la sécurité alimentaire, de concrétiser les objectifs de l'Union dans le domaine du développement, et de vérifier que celle-ci respecte les engagements qu'elle a pris dans ce domaine.

Michel BARNIER, Commissaire européen chargé du marché intérieur et des services; Peter Michael IKRATH MP, Vice Coordinateur de la commission affaires financières, Nationalrat, Autriche; Charles FLANAGAN MP, Président groupe parlementaire Fine Gael, Irlande

Joseph DAUL, MdPE, Président du Groupe PPE au Parlement européen; Iñigo MÉNDEZ de VIGO, Secrétaire d'État aux Affaires européennes dans le gouvernement espagnol

Paulo RANGEL, MdPE, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les Groupes parlementaires des Parlements nationaux; Beatrice SCARASCIA MUGNOZZA, Responsable du Service des Relations avec les parlements nationaux, Antonio TAJANI, Vice-Président de la Commission européenne et commissaire à l'industrie et de l'entrepreneuriat

Marianne THYSSEN, MdPE, Membre de la Commission des Affaires économiques et monétaire; Othmar KARAS, MdPE, Vice-président du Parlement européen

DÎNER DE TRAVAIL :

ORGANISÉ PAR JOSEPH DAUL, MdPE, PRÉSIDENT DU GROUPE DU PPE

WILFRIED MARTENS,

Président du Parti populaire européen

Messieurs les Présidents,
Chers dirigeants des groupes parlementaires,
Chers vice-présidents de la Commission européenne,
Mesdames et messieurs les commissaires,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

J'aimerais, avant toute chose, vous souhaiter la bienvenue et remercier le Groupe du PPE d'inviter, une fois par an, les responsables de nos groupes parlementaires nationaux. Je pense que cet échange est très important, car il nous permet de discuter de nos problèmes communs et de dégager ensemble des solutions au sein de notre famille politique. J'ai pris cette initiative il y a plus de quinze ans, lorsque j'assumais la présidence du Groupe du PPE au Parlement européen. Je me plais à perpétuer cette tradition de concertation dans le cadre des sommets du PPE avec nos chefs d'État et de gouvernement, ainsi que lors de nos nombreuses rencontres avec les ministres du PPE destinées à préparer les réunions du Conseil. En 2011, nous avons, par exemple, organisé 49 rencontres avec nos ministres en vue de coordonner les activités réalisées dans le cadre de douze formations du Conseil différentes.

Votre visite à Bruxelles ne pouvait mieux tomber.
La crise financière, ou la crise de la dette, fait son retour en force en Europe. L'expérience a aussi été traumatisante pour moi; je n'oublierai jamais la réunion de notre assemblée politique à Vilnius, en mai 2010, lorsque les problèmes sont apparus en Grèce. Cette crise économique et financière nous handicape depuis plus de deux ans maintenant. Je suis profondément convaincu que l'euro a beaucoup d'ennemis. Je ne l'ai jamais exprimé, mais je le dis ce soir. J'ai lu dans les journaux, ce matin, le témoignage de Soros, qui compare l'Union à une sorte de bulle, avant de découvrir une approche plus intelligente, dans la dernière édition de l'Economist, qui plaide pour un fédéralisme raisonnable, ce qui est une consolation pour moi. Pendant de longues années, j'ai défendu cette position fondamentale de notre famille

Wilfried MARTENS, Président du Parti populaire européen

politique – un fédéralisme raisonnable -, et aujourd'hui, à un moment critique, cet hebdomadaire anglais nous donne raison en ce qui concerne les objectifs que nous avons toujours défendus.

Nous savons que nous allons devoir mettre nos forces en commun si nous voulons éviter une catastrophe pour l'union économique et monétaire, pour l'euro; je suis persuadé que nous devons renoncer à notre situation défensive. Inutile de vous l'expliquer, vous le savez tous – mais dans un monde où les puissances émergentes gagnent en influence, sur le plan politique et économique, nous n'avons d'autre choix que de mettre nos forces en commun. Travailler main dans la main est notre destin partagé. Ne pas le faire conduirait au déclin de l'Europe et au déclin des valeurs que nous défendons. Nous devons imaginer une nouvelle vision pour l'Union européenne, imaginer une union économique et budgétaire plus soudée et plus viable, si nous voulons nous donner les moyens de faire face aux puissances émergentes. Pour y parvenir, nous avons aussi besoin d'une nouvelle vision de notre union politique. Il reste que ce qu'il va se passer plus tard, ce mois-ci, me préoccupe profondément.

Depuis deux ans, en effet, nous réagissons après les faits: pacte après pacte, sommet après sommet. Et le prochain va s'avérer extrêmement important.

Un Conseil européen informel s'est tenu il y a deux semaines en vue de préparer un sommet qui sera organisé à la fin du mois, les 28 et 29 juin. Le président du Conseil européen a dû mettre sur pied un groupe de travail pour préparer le programme de la réunion de ce Conseil européen de juin. Je ne doute pas que le président du Conseil européen collaborera avec les responsables des autres institutions, avec le président de la Commission européenne, le président de la Banque centrale européenne, le président de l'Eurogroupe, etc. J'espère vraiment que ce sommet sera fructueux et qu'ils parviendront à travailler en bonne collaboration. Quelqu'un m'a dit ce matin que Die Welt avait publié, aujourd'hui, des conclusions de principe pour le sommet qui se tiendra à la fin du mois. L'un des points importants évoqués lors de notre réunion organisée il y a deux semaines avec les chefs d'État et de gouvernement du PPE en vue du Conseil européen informel était la préparation d'un document très important, je pense, sur le contenu de notre position. Durant la discussion, nombreux sont ceux qui se sont interrogés sur l'utilité de ce Conseil européen informel, et les membres de notre parti ont été nombreux à critiquer l'initiative. En l'organisant, les socialistes ont eu beau jeu de dire qu'ils étaient favorables à la croissance et que nous, membres du PPE, étions favorables à l'assainissement budgétaire et à l'austérité.

Ce n'est pourtant pas le cas en réalité: dans la déclaration du PPE sur le sommet, nous nous sommes déclarés en faveur d'une croissance durable, qui doit s'appuyer sur trois facteurs essentiels. Premièrement, la discipline budgétaire s'impose. Je pense que le président de la Commission européenne avait raison lorsqu'il a dit, dans son discours, il y a quelques jours, que "chaque euro économisé sur le service de la dette est un euro qui peut être consacré à l'emploi et à l'investissement". La discipline budgétaire est fondamentale et nous en avons besoin. Le deuxième élément est la compétitivité basée sur l'innovation et les réformes structurelles. Et le troisième concerne la croissance et la création d'emplois. Mais il nous faut faire accepter notre vision à l'opinion publique, ce qui n'est pas chose simple. Je pense qu'une décision, un plan, un projet s'imposent.

Permettez-moi de vous faire part d'une expérience personnelle. Je suis devenu Premier ministre et membre du Conseil européen en avril 1979. Depuis les chocs pétroliers de la fin des années 60 et du début des années 70, nous discutons des problèmes économiques au sein du Conseil européen. Margaret Thatcher et moi-même avons participé pour la première fois au Conseil européen en juin 1979, à l'occasion du fameux sommet de Strasbourg. Et six années durant, lors de chaque réunion du Conseil européen, les Premiers ministres ont évoqué leurs actions personnelles et les mesures prises par leurs gouvernements respectifs pour résoudre ces problèmes économiques. En 1982, nous avons dû dévaluer le franc belge de 8,5 % à cause des erreurs du passé. Mme Thatcher m'a félicité pour la façon dont je résolvais les problèmes de la Belgique et la façon dont je présidais le Conseil européen, mais elle ne parvenait pas à comprendre pourquoi j'étais si favorable à des solutions européennes et aux institutions européennes. Elle disait: "il nous faut des gouvernements efficaces, comme le mien et le vôtre". C'était la façon de penser de Margaret Thatcher.

Entre 1979 et 1985, nous avons connu une période d'eurosclérose. Les choses ont changé lorsque nous avons trouvé une solution au rabais britannique et que nous avons organisé la réunion du Conseil européen à Fontainebleau, en France, pour désigner le nouveau président de la Commission européenne, Jacques Delors. Quelques mois plus tard, lors du sommet organisé à Milan en juin 1985, M. Delors a présenté le marché unique. Lord Cockfield, le vice-président conservateur de la Commission européenne, le préparait depuis deux ans, mais c'est Jacques Delors qui lui a donné un visage et a eu le courage de le défendre. Début décembre 1985, nous avons conclu les négociations sur le marché intérieur à Luxembourg et nous avons ensuite conclu ce qu'on a appelé "Europe 1992". Après des années d'eurosclérose, je n'avais jamais vu un tel enthousiasme non seulement dans les cercles politiques et parmi les industriels, mais aussi dans les syndicats de mon pays : les responsables des syndicats socialistes et démocrates-chrétiens étaient alors très enthousiastes. Nous avons ainsi créé une dynamique nouvelle, et le Conseil et le Parlement ont approuvé 290 lois européennes en vue de réaliser le marché unique. Voilà ce qu'il nous faut aujourd'hui aussi. Il nous faut une approche semblable, des décisions similaires pour les années à venir.

Il y a une question que je me pose: comment le groupe de travail d'Herman Van Rompuy peut-il préparer une décision aussi importante en un mois? Cette décision s'impose cependant, et nous devons être certains que les responsables des autres institutions vont y être associés - le président de la Commission européenne, le président de la Banque centrale européenne et le président de l'Eurogroupe. C'est notre espoir, et nous le défendons. Il y a beaucoup d'autres choses à faire en matière de vision politique et je fais ici allusion au fameux entretien accordé par Angela Merkel fin janvier et relaté par six journaux européens de premier ordre: "Ma vision, c'est l'union politique". Mais ce mois-ci, nous pourrions faire face à un problème à la suite des élections en Grèce: une situation où l'on verra les banques prises d'assaut non seulement dans ce pays, mais aussi dans d'autres. Et quelle sera la réponse? Qui va prendre une décision? Et qui va réagir officiellement? Je peux vous dire que la possibilité que cela se produise et la réponse possible m'inquiètent profondément.

Mais sachez que nous venons en aide à nos amis grecs. J'ai participé à la dernière réunion de Nea Demokratia à Athènes, il y a quelques semaines de cela, juste avant les élections. Et nos amis de ND nous ont dit, cet après-midi, pendant l'assemblée politique du PPE: "soyez prudents avec les déclarations". Nous connaissons tous le système en Grèce. Trois cents députés siègent au Parlement, et pour assurer la stabilité politique, cinquante sièges sont attribués au parti le plus fort. Nous sommes ravis que lors des dernières élections, Nea Demokratia soit resté le premier parti, avec 18 % des suffrages. Compte tenu de la répartition proportionnelle des sièges, en ayant recueilli 18 % des suffrages, le parti a obtenu 58 sièges, et avec les cinquante sièges supplémentaires qui lui étaient attribués, cela lui faisait 108 sièges. Malheureusement, le parti arrivé en deuxième position est le parti d'extrême gauche, qui risque de devenir le parti le plus important lors des élections du 17 juin, un seul suffrage pouvant faire la différence au profit de Syriza! Si Syriza remporte les cinquante sièges supplémentaires, alors nous aurons un gouvernement d'extrême gauche en Grèce, avec toutes les conséquences que cela comporte. Dans ce cas, ma question est la suivante: qui va réagir dans l'Union européenne? Même Joseph Daul en a parlé ce midi pendant la réunion de la présidence de notre parti; même dans sa région, les gens sont très préoccupés par la situation économique et financière et ils hésitent à laisser leur argent à la banque.

Il nous faut donc une décision, un plan, un projet. Je m'interroge seulement sur la façon de faire pour y parvenir, car d'après mon expérience, toutes les réformes (les réformes efficaces) doivent être très bien préparées à l'avance. Par exemple, le marché unique a pris deux ans, et même le processus de création de l'Union économique et monétaire, entamé en 1988 avec la nomination de Jacques Delors à la présidence du groupe de travail, à côté du vice-président de la Commission, Frans Andriessen, et du Belge M. Lamfalussy et des gouverneurs des banques centrales, a pris plusieurs années.

Aujourd'hui, j'entends les opposants à l'euro dire que ce traité contient de nombreuses lacunes et, de fait, nombreux sont les gouvernements qui n'acceptent pas son contenu. Par exemple, nous sommes aujourd'hui dans l'union monétaire, qui est intégrée, mais le secteur bancaire est fragmenté. Le président de la Banque centrale européenne est favorable à une inspection et à une résolution européenne, tout comme le président de la Commission européenne. Mais il n'a pas été possible de parvenir à la même conclusion aujourd'hui au sein de la présidence du PPE. Pourquoi? Cela concerne ce qu'on appelle la "mutualisation des dettes", des fonds d'amortissement et des euro-obligations. Ce fonds d'amortissement, proposé par cinq économistes allemands, est l'option la plus raisonnable. Mais ces propositions se heurtent à des opposants. Ce problème pressant, qui est réellement préoccupant depuis les élections grecques, m'inquiète: qui va prendre les décisions pour le résoudre et agir? Pour résoudre ce problème, il faut prendre une décision comparable à celle qui a été prise à l'époque de l'Acte pour le marché unique. Nous devons donner de l'espoir et des perspectives à la population si nous voulons rétablir la confiance dans l'Union européenne.

L'autre question que je me pose, c'est celle de savoir ce que nous devons faire en tant que parti. Nous sommes confrontés à des élections non seulement en Grèce et en France, mais aussi aux Pays-Bas, et l'un de vos collègues, Mario Mauro, nous a dit, pendant notre rencontre d'aujourd'hui, qu'en cette période, tous les gouvernements confrontés à ce problème de crise économique et financière devaient y faire face et en supporter les consé-

quences. C'est notre cas à tous. Nous avons remporté les élections en Espagne, au Portugal, en Irlande, etc. La Pologne et la Suède sont dans des situations différentes: ces pays ne font pas partie de la zone euro et font exception – une exception remarquable, avec un gouvernement sortant qui a été réélu. Mais tous les autres gouvernements de la zone euro ont perdu les élections. Je pense qu'un changement est en cours, et ce changement est le suivant: nous sommes confrontés à des populistes, qui nous disputent les électeurs de centre-droite, ce que l'on peut observer tout particulièrement aux Pays-Bas.

Permettez-moi aussi de vous rappeler que notre famille politique prépare actuellement un nouveau programme de base, qui sera, je l'espère, adopté à l'occasion du Congrès du PPE qui se tiendra à Bucarest, en octobre 2012. Il s'agit d'une mise à jour de notre programme de base approuvé en 1992, dans laquelle nous maintenons l'ensemble des valeurs que nous défendons, décrivons les nouveaux défis et formulons des réponses, de même que notre vision pour l'Europe et l'Union européenne. En ce qui concerne le premier pilier, le PPE est devenu le premier parti politique européen, puisqu'il compte 74 partis membres originaires de quarante pays. Ces partis sont unis non sur une base pragmatique (j'ai eu une longue discussion avec Helmut Kohl à ce propos au début des années 90), mais sur la base d'une conception de l'Homme et d'un système de valeurs que nous défendons dans les sociétés européennes, qui s'appuie sur la liberté et la responsabilité, sur la solidarité, sur la justice, sur la subsidiarité et, de toute évidence, sur la démocratie et l'État constitutionnel. Aucune autre famille politique ne peut se vanter d'appliquer une subsidiarité verticale, avec une répartition des compétences entre les différents échelons, mais aussi une subsidiarité horizontale, grâce à la participation de la société civile. Dans beaucoup de pays, des associations de la société civile sont responsables de l'éducation, de la politique de la santé, et ainsi de suite, ce qui est tout à fait propre à notre famille politique. Nous avons uni nos partis sur la base de valeurs communes. C'est donc là notre premier pilier: des valeurs basées sur la vision chrétienne de l'humanité. Le deuxième pilier du PPE est notre conviction européenne. Nous sommes les successeurs des pères fondateurs de l'Europe et nous sommes en faveur d'une Union européenne fédérale. Et pour terminer, le troisième pilier concerne le fait que nous sommes en faveur de l'économie sociale de marché. Voilà les trois piliers du PPE, de notre famille politique.

La réponse au populisme, aux extrémistes de gauche comme à ceux de droite, c'est de développer encore nos idées pour faire échec au populisme. Les objectifs des populistes et leurs desseins fondamentaux sont en contradiction avec les valeurs fondamentales de l'Union européenne. Le nationalisme, le manque de solidarité et, en somme, l'absence de dignité humaine sont les éléments constituants de l'approche nationaliste, égoïste des problèmes. Nous devons avoir le courage de défendre les valeurs du PPE, d'en convaincre les gens et de les réaffirmer, en particulier pendant notre congrès, voilà le défi que nous nous assignons. Convaincre les gens n'est pas une mince affaire, mais avec ma petite expérience, et plus particulièrement dans l'Union européenne, nous pouvons y arriver; même dans les pays candidats à l'adhésion! Et bien entendu nous avons besoin d'un statut pour les partis politiques au niveau européen. C'est, je pense, le seul moyen pour nous et le seul moyen pour durer.

Je terminerai par une idée. Nous avons remporté toutes nos élections depuis quinze ans, y compris la dernière. Lorsque les conservateurs nous ont quittés, ils m'ont dit que nous allions perdre les élections, mais en réalité, nous en sommes sortis encore plus forts. En 2014, la population va nous demander, comme cela figure dans la bible: qu'avez-vous fait des principes que nous vous avons donnés? Nous avons hérité dix principes ces quinze dernières années. Nous assurons la conduite de la Commission européenne, nous assurons la conduite politique du Parlement européen, nous avons quinze chefs d'État et de gouvernement sur vingt-sept et nous avons le président permanent du Conseil européen. En conséquence de quoi la population va nous demander, en juin 2014: qu'avez-vous fait? Qu'avez-vous obtenu? Je suis convaincu qu'il est possible de convaincre la population de ce que nous avons fait et d'obtenir des résultats, nous pouvons réussir à nous unir, à prendre des décisions et à approuver un plan du type de celui que nous avons voté en 1992. C'est en effet la seule manière pour nous de rester la première force politique et la première famille politique de l'Union européenne. Nous allons travailler, nous allons oublier nos traumatismes et en tant que membres du PPE, nous allons œuvrer en faveur de cet objectif au cours des deux prochaines années. Mais j'espère vraiment que nos dirigeants vont prendre, à la fin du mois, une décision ferme et que nous n'allons pas connaître une situation catastrophique après tout ce que nous avons construit ces soixante dernières années.

g-d: Carlo CASINI MdPE, Président de la commission des affaires constitutionnelles; Miguel SEABRA, Conseiller du Groupe PPE; Paulo RANGEL, MdPE, Vice-Président du Groupe PPE chargé des relations avec les parlements nationaux; Beatrice SCARASCIA MUGNOZZA, Chef de Service du Groupe du PPE en charge des relations avec les parlements nationaux; Antonio TAJANI, Vice-président de la Commission européenne, chargé de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat; Silvia BARTOLINI, Membre du cabinet du commissaire Tajani et Peter Michael IKRATH,Vice-Coordinateur de la commission des affaires financières du Parlement autrichien.

CONCLUSIONS

ET ADOPTION DE LA DÉCLARATION FINALE

DÉCLARATION DU 16ème SOMMET BRUXELLES, 4-5 JUIN 2012

Les présidents du Groupe parlementaire du PPE au sein de l'Union européenne souhaitent envoyer un message d'espoir à la population d'Europe. Nous tenons aussi à exprimer notre totale confiance dans la durabilité de l'euro et l'avenir de l'Union européenne. C'est ensemble que nous allons continuer à faire face à cette crise. Notre volonté de rester unis plonge ses racines dans l'Histoire de l'Europe, une histoire riche, et parfois douloureuse.

Nous sommes convaincus que les mesures qui ont été prises pour rétablir la confiance dans notre économie depuis le début de la crise vont nous remettre sur la voie de la croissance économique et de la création d'emplois. Nous allons continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre notre objectif: la croissance économique et la création d'emplois.

Nous saluons la détermination et l'efficacité du gouvernement espagnol dans la mise en œuvre du programme de réforme qui rétablira la stabilité en Espagne et dans l'ensemble de l'Union, et nous soutiendrons ces efforts au niveau européen.

Les réformes en faveur de la gouvernance économique donnent à l'Union monétaire les moyens d'améliorer la surveillance des déficits publics nationaux et d'introduire un nouveau mécanisme afin de prévenir et de corriger les déséquilibres macroéconomiques (le pacte budgétaire, le paquet de six et le mécanisme européen de stabilité).

Le nouveau cadre facilite l'adoption des réformes structurelles nécessaires pour préserver la compétitivité de l'économie européenne.

Il faut rétablir les circuits de distribution du crédit pour les entreprises et les ménages si nous voulons assurer la croissance économique et la création d'emplois. C'est dans cet esprit que le PPE dirige les réformes du cadre de réglementation du marché financier. Le secteur financier européen doit s'appuyer sur des institutions financières dotées de capitaux suffisants, d'une réglementation efficace et d'une supervision appropriée.

En vue de renforcer la résistance, la compétitivité et la liberté de choix du peuple d'Europe, nous allons continuer à lever les obstacles qui subsistent à la libre circulation des marchandises, des services et des travailleurs, afin d'achever la réalisation et la mise en œuvre du marché intérieur.

Nous sommes convaincus que l'assainissement des finances publiques est compatible avec une action déterminée et concertée en vue d'aider l'Union à sortir de la crise: stimuler la croissance et la création d'emplois pour les PME, faire face de façon prioritaire au chômage des jeunes, alléger la charge administrative afin de débarrasser les entrepreneurs des formalités inutiles et promouvoir les réformes structurelles dans tous les États membres.

Nous insistons en outre sur l'importance de renforcer les relations avec nos partenaires internationaux afin de relever les défis de la mondialisation. Cette coopération doit s'appuyer sur un dialogue constructif et mutuellement avantageux avec les hommes et les femmes politiques et avec les organisations afin de promouvoir les valeurs et les objectifs communs.

Nous tenons aussi à exprimer notre intérêt pour les difficultés que rencontrent l'ensemble des citoyens européens; nous sommes convaincus que les mesures prises vont s'avérer efficaces.

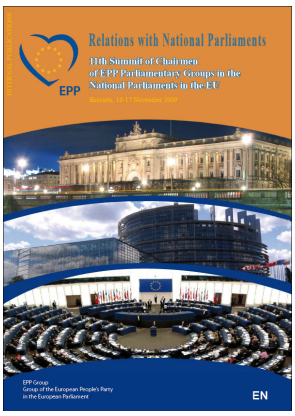
Les présidents des groupes parlementaires du PPE croient fermement dans une économie sociale de marché, qui s'inspire des bonnes pratiques des pays d'Europe les plus avancés, qui facilite l'élaboration de normes européennes et qui tienne compte du fait que l'investissement social et les marchés de l'emploi inclusifs sont essentiels à la croissance économique à long terme de l'Europe.

Dernières publications internes

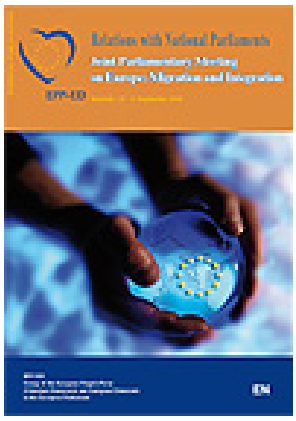
Séries “Parlements nationaux ”

Groupe PPE au Parlement européen

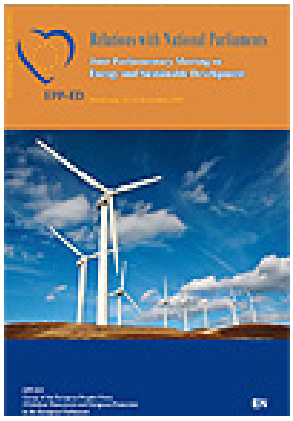
10th Summit of Chairmen of EPP-ED Parliamentary Groups in the National Parliaments in the EU
(16 March 2009)
March 2009/ EN, FR, IT



11th Summit of Chairmen of EPP-ED Parliamentary Groups in the National Parliaments in the EU
(16-17 November 2009)
March 2010/ EN, FR

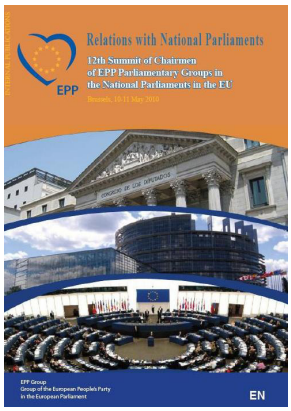


Joint Parliamentary Meeting on Europe: Migration and Integration
(10-11 September 2008)
June 2009/ EN, FR

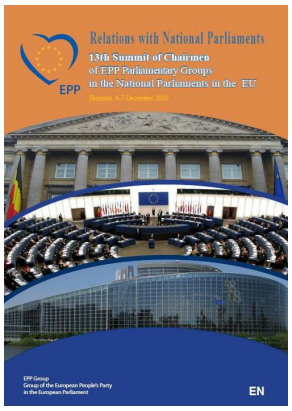


Joint Parliamentary Meeting on
Energy and Sustainable Development
(20-21 November 2008)
June 2009/ EN,FR

Joint Parliamentary Meeting on
A New Deal for European Economic Recovery ?
(16-17 February 2009)
June 2009/ EN, FR

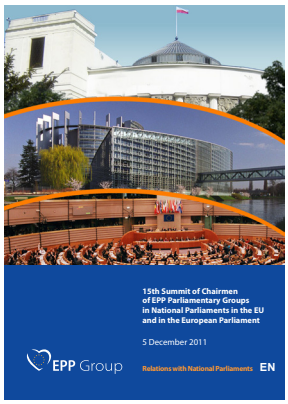


12th Summit of Chairmen of EPP Parliamentary Groups in the National Parliaments in the EU
(10-11 May 2010)
November 2010/ EN



13th Summit of Chairmen of EPP Parliamentary Groups in the National Parliaments in the EU
(6-7 December 2010)
January 2011/ EN, FR

14th Summit of Chairmen of EPP Parliamentary Groups in the National Parliaments in the EU
(27-28 June 2011)
December 2011/ EN, FR



15th Summit of Chairmen of EPP Parliamentary Groups in the National Parliaments in the EU
(5 December 2011)
May 2012/ EN, FR

Newsletters

Séries “Parlements nationaux ”

Groupe PPE au Parlement européen

Groupe **PPE**
au Parlement européen

Publié par :	Cellule Publications Service de Presse et Communications Groupe PPE au Parlement européen
Editeur :	Pedro López de Pablo
Responsable :	Beatrice Scarascia Mugnozza Relations avec les Parlements Nationaux
Adresse:	Parlement européen 47-53 rue Wiertz B - 1047 Bruxelles Belgique
Internet:	http://www.eppgroup.eu
E-mail:	epp-nationalparliaments@europarl.europa.eu
Copyright:	Groupe PPE au Parlement européen